Message
du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale
concernant trois traités sur la protection des indications
de provenance, des appellations d'origine et d'autres
dénominations géographiques

(Du 16 octobre 1974)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous soumettre, avec le présent message, trois traités bilatéraux sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques (appelés ci-après «traités»).

1 Aperçu liminaire.

Les traités précités ont été signés à Berne

- le 16 novembre 1973 entre la Confédération suisse et la République socialiste tchécoslovaque,
- le 9 avril 1974 entre la Confédération suisse et l'Etat espagnol,
- le 14 mai 1974 entre la Confédération suisse et la République française.

Ces traités, qui se fondent sur le principe de la réciprocité, ont pour but de protéger les indications de provenance, les appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques d'un Etat contractant contre leur emploi abusif dans l'autre Etat contractant. Ils s'inspirent tous les trois dans une large mesure du traité entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne sur la protection des indications de provenance et d'autres dénominations géographiques (appelé ci-après «traité germano-suisse»). Ce traité conclu le 7 mars 1967 est entré en vigueur le 30 août 1969 (RO 1969 539).

2 Partie générale

21 Situation générale

La Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Espagne et la France sont parties à la Convention d'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle et à l'Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses (RO 1963 119 et 138). Ces deux instruments contiennent des dispositions relatives à la protection des indications de provenance géographiques (cf. art. 9 et 10 de la Convention de Paris et art. 1^{er} et suivants de l'Arrangement de Madrid). Toutefois, ainsi que nous l'avons souligné dans notre message du 31 janvier 1968 se rapportant au traité germano-suisse (FF 1968 62), les réglementations multilatérales, en raison même de leur caractère, comportent des désavantages. Elles doivent satisfaire dans la mesure du possible aux intérêts souvent opposés d'une pluralité d'Etats et ne peuvent de ce fait pas tenir compte de manière suffisante des situations et nécessités propres à chaque Etat. Parmi les défauts majeurs inhérents aux deux conventions précitées, il faut souligner qu'elles laissent aux tribunaux de chaque Etat contractant le pouvoir de décider si une dénomination déterminée constitue une indication de provenance du produit ou si elle doit être considérée comme une désignation courante de genre échappant aux dispositions conventionnelles. Une telle solution ne laisse pas d'être défavorable car elle ne prend pas en considération le droit et la conception du pays d'où la dénomination tire son origine et va à l'encontre d'une protection harmonieuse des indications de provenance sur le plan international. Depuis la conclusion du traité germano-suisse, le réseau d'accords bilatéraux s'est développé en Europe, les Etats ayant de plus en plus pris conscience que ce système de protection remédiait aux insuffisances des réglementations multilatérales. C'est ainsi que l'Autriche, l'Espagne, la France, l'Italie, la Grèce, le Portugal et la République fédérale d'Allemagne ont passé entre eux des accords de cette nature. Il faut observer à cet égard que le traité germano-suisse a souvent servi de modèle en raison des améliorations dont il a été l'objet par rapport aux accords bilatéraux conclus antérieurement en cette matière.

Déjà lors de la consultation qui a précédé l'ouverture des négociations relatives au traité germano-suisse, les milieux intéressés de Suisse, notamment le Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, l'Union suisse des paysans et l'Union suisse des arts et métiers, ont non seulement manifesté un intérêt marqué pour un tel traité, mais ont émis le vœu que des pourparlers soient ensuite entamés avec d'autres pays en vue de la conclusion d'accords du même genre. De surcroît, les cercles économiques les plus autorisés dans ce domaine l'ont réaffirmé à l'occasion de chaque consultation entreprise par le Bureau de la propriété intellectuelle avant l'ouverture de négociations.

22 Négociations

Pour négocier chaque traité bilatéral, nous avons désigné une délégation formée de représentants du Bureau de la propriété intellectuelle, du Département

politique, de la Division du commerce, du Service de l'hygiène publique, du Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie et de l'Union suisse des paysans. Comme chef de la délégation, nous avons nommé M. Walter Stamm, directeur du Bureau fédéral de la propriété intellectuelle. Les pourparlers officiels se sont déroulés en deux phases. Chaque fois, ils ont débuté à Berne et se sont achevés dans la capitale de l'autre Etat contractant. On a élaboré au cours de la première phase le texte du traité et de certaines dispositions de caractère général du protocole annexé au traité. Par la suite, les délégations ont échangé leurs listes d'indications géographiques et consulté les milieux intéressés de leur pays au sujet des dénominations proposées par l'autre partie. Lors de la deuxième phase, on s'est attaché d'une part à rédiger les règles particulières du protocole et, d'autre part, à établir les listes de dénominations figurant aux annexes A et B du traité. Le fait que la délégation suisse obtint de ses partenaires qu'ils consentent à prendre comme base principale de discussion le traité germano-suisse, facilita la poursuite des travaux et permit à la Suisse de conclure des accords très semblables entre eux.

Le traité entre la Suisse et la Tchécoslovaquie est la suite de l'accord conclu entre les deux pays à Prague, le 7 mai 1971, sur les échanges économiques (RO 1971 855). L'article 3, 3^e alinéa dudit accord stipule que «les deux gouvernements prendront toutes mesures utiles pour garantir aux ressortissants de l'autre pays les droits de propriété industrielle et les droits d'auteurs. Il en sera de même de la protection des indications de provenance». Se fondant sur cet accord commercial, les autorités tchécoslovaques proposèrent au gouvernement suisse l'ouverture de pourparlers aux fins de conclure un traité sur la protection des indications de provenance. Cette proposition fut accueillie favorablement. Les pourparlers officiels débutèrent à Berne en septembre 1972 et s'achevèrent à Prague en mars 1973.

Par une note datant de mars 1973, le gouvernement espagnol nous a proposé d'entamer des discussions aux fins de conclure un accord de réciprocité sur la protection des indications de provenance. Nous avons déclaré au cours du mois de mars que nous étions disposés à négocier un accord de ce genre. Les négociations eurent lieu en avril 1973 à Berne et, trois mois plus tard, à Madrid où le traité fut paraphé.

Les milieux économiques suisses ayant à plusieurs reprises fait montre d'un très vif intérêt quant à la conclusion d'un accord avec la France en raison de nos étroites relations de voisinage, nous avons proposé au gouvernement français, en septembre 1969, d'entamer des pourparlers. Les autorités françaises nous ont fait savoir au mois d'octobre de la même année qu'elles étaient favorables à la conclusion d'un accord s'inspirant de ceux que la France avait déjà passés avec d'autres pays. Les pourparlers se sont déroulés au mois de juillet 1970 à Berne et au mois de mai 1971 à Paris, où le traité a été paraphé. La signature n'est intervenue que le 14 mai 1974 pour des motifs propres au gouvernement français.

3 Partie spéciale: les traités

31 Remarque liminaire

Quant à leur structure, les traités que nous soumettons à votre approbation sont formés du traité proprement dit, du protocole et des annexes. Le traité contient les principes de base relatifs à la protection des indications de provenance. Le protocole règle d'une manière circonstanciée l'application de certaines dispositions du traité et en constitue une partie intégrante. Les annexes A et B comprennent, méthodiquement et classées par groupes de marchandises, les dénominations géographiques de chacun des Etats contractants. Dans la mesure où les dispositions des traités à l'étude et de leur protocole correspondent, quant au fond, à celles du traité germano-suisse, il y a lieu de se référer à notre message du 31 janvier 1968 se rapportant à ce traité (FF 1968 72). Nous rappelons toutefois ci-dessous dans les grandes lignes les principes qui sont à la base des accords bilatéraux.

32 Principes fondamentaux communs aux trois traités

Par ces traités, les parties entendent, en se fondant sur le principe de la réciprocité, empêcher que les désignations évoquant le pays d'origine ne soient utilisées dans l'autre Etat pour des produits ne provenant pas du pays d'origine. En dernière analyse, les traités visent à assurer la protection réciproque des produits naturels et industriels contre toute tromperie sur leur provenance et à combattre ainsi les actes de concurrence déloyale dans le commerce (cf. art. 1^{er}). Les indications de provenance, les appellations d'origine et les autres dénominations géographiques bénéficiant de la protection accordée par le traité bilatéral sont réservées exclusivement aux produits du pays d'origine et ne peuvent être employées dans l'autre Etat contractant qu'aux conditions prévues par la législation du pays d'origine (cf. art. 2 et 3). Ainsi, pour décider si une dénomination protégée est utilisée licitement, il faut se référer à la législation de l'Etat d'où la dénomination tire son origine ainsi qu'à la provenance du produit auquel est appliqué le signe protégé. On obtient par cette réglementation une protection uniforme dans les Etats contractants et l'on évite que les indications de provenance d'un Etat ne dégénèrent en simples dénominations génériques ou descriptives dans l'autre Etat. Les traités confèrent aux noms des Etats ainsi qu'à ceux de leurs principales circonscriptions territoriales (cantons, «Länder», régions, provinces) une protection absolue en ce sens que celle-ci couvre tous les produits ou marchandises concevables du pays d'origine (cf. art. 2 et 3, 1^{er} al.). Quant aux dénominations géographiques énumérées dans les annexes A et B du traité, qui sont attribuées à des produits déterminés, groupés selon leur nature, leur protection se borne en principe à ces seuls produits (cf. art. 2 et 3, 2^e al.). Les traités protègent également les dénominations géographiques figurant dans l'accord contre leur utilisation en traduction ou avec l'adjonction de mots tels que «genre», «type», «façon» ou de termes similaires, propres à dénaturer la dénomination (cf. art. 4, 2^e al.). En outre, une clause générale interdit l'emploi

de toutes indications fausses ou fallacieuses sur la provenance, l'origine, la nature, la variété ou les qualités substantielles des produits ou marchandises. Une telle disposition permet de réprimer plus aisément l'emploi abusif de noms ou représentations graphiques symbolisant un pays (cf. art. 5). Il convient par ailleurs de signaler que les traités imposent aux Etats contractants l'obligation de pourvoir aux voies et moyens permettant, selon leur propre législation, de lutter contre la concurrence déloyale et de réprimer les dénominations illicites (cf. art. 4, 1^{er} al.). Quant à la qualité pour agir, elle est déterminée par le pays de la protection (cf. art. 6). Pour tenir compte des situations acquises, les traités prévoient des délais de sauvegarde pendant lesquels les dénominations devenues illicites pourront continuer d'être utilisées après l'entrée en vigueur du traité (cf. art. 7 ou art. 8 du traité hispano-suisse). Les dispositions finales traitent de la procédure de modification des annexes, de la question des rapports entre les prescriptions des traités et les dispositions nationales et internationales quant à l'étendue de la protection; elles prévoient en outre la création d'une commission mixte en vue de faciliter l'exécution des traités et règlent en dernier lieu la procédure de ratification, la durée du traité et le droit de dénonciation.

33 Traité entre la Suisse et la Tchécoslovaquie

331 Traité

Préambule

Afin d'établir un lien entre le présent traité et la déclaration de principe contenue dans l'accord sur les échanges économiques conclu entre la Suisse et la Tchécoslovaquie (cf. ch. 22), le préambule exprime le désir des Etats contractants de développer et d'élargir les relations réciproques dans le domaine de la propriété industrielle.

Articles 2 et 3

1^{er} alinéa: Comme les noms des cantons, les noms historiques des «Länder» de la Tchécoslovaquie bénéficient d'une protection absolue. Il s'agit des dénominations «Bohême», «Moravie», «Slovaquie» (cf. ch. 9 du protocole).

2^e alinéa: Les dénominations contenues dans les annexes A et B ne sont protégées, au même titre que les noms des Etats, des cantons et des «Länder», que lorsque les conditions énumérées à l'alinéa 2 sont remplies. Contrairement au traité germano-suisse, le traité entre la Suisse et la Tchécoslovaquie ne prévoit pas au chiffre 1 du 2^e alinéa une exception à la protection renforcée qui est conférée aux dénominations figurant dans les annexes lorsque leurs utilisateurs démontrent que l'emploi qu'ils font de l'une de ces dénominations repose sur un intérêt légitime. L'élimination de cette exception n'entraîne aucune conséquence quant au fond, attendu que le 5^e alinéa des articles 2 et 3 réserve l'application de l'article 5 qui traite de l'interdiction générale de tromperie. Ainsi, il ne pourra être tenu compte de cet intérêt légitime que si tout danger de tromperie est exclu.

3^e alinéa: Quant aux dénominations protégées d'un Etat correspondant au nom d'une région ou d'un lieu situé hors du territoire de cet Etat, leur utilisation est soumise à la condition que le nom du pays d'origine soit mentionné lorsqu'il y a un risque de confusion.

Article 4

3^e alinéa: Les autorités tchécoslovaques ont proposé d'accorder aux dénominations mentionnées dans les annexes une protection absolue, à l'instar des noms des Etats contractants et de ceux des cantons et des Länder. Elles désiraient par ce moyen empêcher que l'on n'en vienne à utiliser peu à peu ces dénominations géographiques réservées à certains produits comme de simples noms génériques pour d'autres produits. Une telle proposition ne pouvait être acceptée par la délégation suisse car elle n'était pas en harmonie avec l'étendue de protection accordée généralement à ces dénominations par les traités bilatéraux. Néanmoins, en guise de compromis, on a inséré à l'article 4 un alinéa 3 qui indique expressément que l'emploi des noms et dénominations protégés en tant qu'indications de genre est illicite.

332 Protocole

Chiffre 4

Cette disposition ne fait qu'apporter une précision au contenu de l'article 4, 2^e alinéa. Elle spécifie que les modifications grammaticales des noms et dénominations protégés doivent être considérées comme des formes modifiées au sens de l'article 4, 2^e alinéa.

Chiffre 5

L'arrêté du Conseil fédéral du 9 février 1965 concernant la liste des cépages (RS 916.143.1) cite à l'article premier parmi les cépages dont la plantation est recommandée ou autorisée le «Tokayer». C'est la raison pour laquelle cette indication a été admise dans la liste tchécoslovaque des vins, à condition qu'elle puisse être utilisée en Suisse comme indication de cépage.

Chiffre 6

L'indication de cépage «Clevner», devenue indication de provenance régionale pour des vins de Suisse orientale est employée en Tchécoslovaquie comme indication pure et simple de cépage. C'est pourquoi cette règle permet d'utiliser la dénomination «Clevner» en Tchécoslovaquie pour indiquer un cépage, à condition qu'une désignation géographique l'accompagne.

Chiffre 7

Il existe en Tchécoslovaquie un cépage appelé «Neuburské»/«Neuburger», très proche de «Neuenburger», forme adjective allemande de Neuchâtel. Nonobstant la protection absolue conférée au nom «Neuenburg» par l'article 3 du traité, on a admis la poursuite de l'emploi en Tchécoslovaquie de «Neuburské»/«Neuburger» pour désigner un cépage.

Chiffre 8

Les dénominations «Hermitage», «Montagny», «Saint-Aubin» figurent dans la liste suisse. Elles sont identiques à des appellations d'origine de vins français. Afin d'éviter que des confusions ne surgissent, il a été convenu de permettre l'emploi de ces dénominations en Tchécoslovaquie pour désigner des vins suisses à la condition qu'elles soient accompagnées d'une indication géographique se référant clairement à la Suisse.

333 Annexes

*Annexe A**«Pilsen» - «Saazer Hopfen»*

«Pilsen», dénomination allemande de la ville de Plzen réputée pour sa bière, et ses dérivés «Pilsner», «Pilsener», «Pils» de même que «Saazer Hopfen» qui signifie «houblon de Zatec» figurent à l'annexe A. Ces indications sont donc réservées à de la bière ou à du houblon de Tchécoslovaquie en vertu de l'article 2, 1^{er} alinéa, du traité. Lors de la consultation des milieux intéressés, la Société suisse des brasseurs s'est déclarée opposée au maintien dans la liste de ces dénominations pour le motif qu'on ne les considérait à l'heure actuelle que comme de simples noms de type et qu'elles avaient perdu de ce fait leur caractère d'indications géographiques. Selon la doctrine et la jurisprudence suisses, pour qu'une indication de provenance tombe dans le domaine public, il faut qu'en raison de la généralisation de son emploi, tous les milieux intéressés ne lui accordent plus de signification géographique et qu'une évolution contraire se révèle impossible. Considérant que la transformation en Suisse de ces indications de provenance en dénominations génériques n'avait pas pu être démontrée, la délégation suisse a décidé de protéger les indications précitées. L'attitude observée en l'occurrence par la délégation suisse répondait avant tout à un souci de voir confirmer une situation existante et d'empêcher que le consommateur suisse ne soit abusé. Il faut préciser à ce propos que, dans un arrêt rendu au mois de novembre 1973 le Tribunal fédéral a jugé — comme la délégation suisse — que les dénominations faisant référence à la ville de Plzen n'étaient pas devenues génériques en Suisse (cf. ATF du 13 novembre 1973 dans la cause Interbeva AG contre bureau fédéral de la propriété intellectuelle concernant la marque «Holiday Pils», Feuille suisse des brevets, dessins et marques, 1974, 11).

«Tokayer»

Cette dénomination étant réputée avant tout en rapport avec des vins de provenance hongroise, son admission dans la liste en vue de désigner des vins tchécoslovaques était douteuse. Cependant, considérant d'une part qu'un secteur de la région productrice de Tokayer se situe effectivement en Tchécoslovaquie et, d'autre part, que le nom «Tokayer» employé pour des vins tchécoslovaques n'est protégé que si une référence claire à la Tchécoslovaquie l'accompagne, il fut finalement décidé de ne pas faire obstacle au maintien de ce nom dans la liste.

Annexe B

«Emmental» - «Gruyère»

La liste des dénominations suisses correspond dans une large mesure à celle qui est annexée au traité franco-suisse lequel, à l'instar du traité germano-suisse, accorde une protection limitée des indications «Emmental» et «Gruyère». Nonobstant le fait que la Tchécoslovaquie produit et commercialise de l'«Emmental», dénomination qui désigne dans ce pays une sorte de fromage, la délégation tchécoslovaque a accepté d'accorder à «Emmental» une protection illimitée. Le même résultat a été obtenu pour l'appellation «Gruyère» bien que, généralement, elle puisse être employée pour du fromage d'origine suisse ou française. Ainsi, une fois les délais de sauvegarde échus, les désignations «Emmental» et «Gruyère» ne seront utilisées sur le territoire tchécoslovaque que pour désigner des fromages d'origine suisse. Les résultats obtenus quant à la protection en Tchécoslovaquie de ces deux dénominations répondent amplement aux vœux exprimés par l'industrie fromagère suisse.

34 Traité entre la Suisse et l'Espagne

341 Traité

Article 2

Cette disposition met au bénéfice d'une protection absolue, outre le nom «Espagne», les dénominations «Hispania», «Spania», «Iberia» ainsi que les noms des régions et provinces espagnoles. Ces noms sont énumérés au chiffre 6 du protocole. Quant à la dénomination «Iberia», qui fait référence aussi bien à l'Espagne qu'au Portugal, le chiffre 5 du protocole précise que la protection que lui confère le traité n'exclut pas qu'elle soit utilisée en Suisse pour des produits portugais.

Article 5

2^e alinéa: Les signes figuratifs ou verbaux qui, grâce à leur notoriété, évoquent symboliquement un pays déterminé induisent généralement en erreur s'ils sont utilisés pour des produits qui ne sont pas originaires de ce pays. L'article 5, 2^e alinéa qui se rattache à l'interdiction générale de tromperie que prescrit le 1^{er} alinéa, s'inspire de cette considération. Suivant le désir des autorités espagnoles, on a ajouté aux noms ou représentations graphiques de lieux, d'édifices, de monuments, de rivières, de montagnes, contenus à l'article 5, 2^e alinéa du traité germano-suisse, les noms ou représentations graphiques de personnages historiques ou littéraires, de costumes, d'éléments ou de types du folklore et les expressions typiques du langage. Ces adjonctions précisent la portée de la disposition sans la modifier quant au fond.

Article 7

Cette disposition figure à l'article 7 du traité entre l'Espagne et la République fédérale d'Allemagne et au chiffre 12 du protocole annexé au traité franco-suisse. Elle prévoit que chacun des Etats contractants a la faculté de

demander à l'autre Etat de ne permettre l'importation de produits ou marchandises couverts par une dénomination inscrite aux annexes A et B que si ces produits ou marchandises sont accompagnés d'un document justifiant qu'ils ont droit à la dénomination. Les autorités espagnoles ont requis avec fermeté l'insertion de cette disposition qui vise avant tout l'importation des vins. Présentement, les vins d'origine espagnole importés en Suisse sont accompagnés d'un certificat d'origine officiel admis par les autorités suisses compétentes de sorte que l'introduction de cette disposition ne fait en quelque manière que sanctionner une pratique existante.

Article 12

Cette disposition constitue une simple déclaration de bonne volonté. Elle n'oblige pas les Etats mais les engage simplement à tenter de régler par la voie diplomatique les cas d'abus portés à leur connaissance avant que les intéressés n'introduisent une action sur le plan privé.

342 Protocole

Chiffres 6 et 7

Alors que les noms des régions et provinces espagnoles auxquels l'article 2 du traité confère une protection absolue sont énumérés au chiffre 6 du protocole, ceux des cantons suisses qui bénéficient d'une semblable protection en vertu de l'article 3 figurent sous le chiffre 7. On a estimé du côté suisse qu'en les mentionnant expressément, ils bénéficieraient d'une plus grande publicité en Espagne, ce qui réduirait le risque de les voir utilisés abusivement dans ce pays.

Chiffre 8

Pour tenir compte des traités que l'Espagne a conclus avec la République fédérale d'Allemagne et avec la France, il a été convenu que ces dénominations géographiques suisses semblables ou très proches de noms géographiques bénéficiant d'une protection en Espagne en vertu des traités précités ne pourront être utilisées sur le territoire espagnol qu'avec le nom du pays d'origine ou toute autre dénomination indiquant clairement la provenance du produit.

Les dénominations «Conca de Barberá», «Barberá», «Rodaña», figurant dans la liste espagnole se réfèrent à des lieux ou régions d'Espagne. «Barbera» évoque dans l'esprit du public suisse un vin d'origine italienne. Elle figure de surcroît dans divers traités bilatéraux que l'Italie a conclus. Afin que l'acheteur suisse ne soit pas abusé quant à la provenance d'un vin portant l'indication «Barberá» et eu égard à d'éventuelles négociations italo-suisse sur la protection des indications de provenance, les désignations «Barberá» et «Conca de Barberá» ne pourront être employées en Suisse pour désigner un vin d'origine espagnole qu'avec le nom «Espagne» ou toute autre dénomination indiquant clairement la provenance du produit. On a restreint de la même manière l'usage en Suisse de l'appellation «Rodaña» phonétiquement identique à «Rhodania», forme latine pour «Rhodanienne», afin d'exclure tout risque de confusion avec des vins provenant de la vallée du Rhône, qu'il s'agisse de vins suisses ou de vins français.

Chiffre 9

Les indications espagnoles figurant au chiffre 9 n'ont pas de caractère géographique; elles constituent de simples dénominations relatives aux qualités des vins et définies par la législation espagnole. On a renoncé à énumérer dans cette disposition les dénominations suisses équivalentes attendu, d'une part, qu'une liste complète n'existe pas et, d'autre part, que le bon nombre de dénominations de cette nature ne sont pas définies par un texte légal.

Chiffre 10

La délégation espagnole a demandé que l'emploi de la dénomination «Gruyère» en Espagne soit admise pour désigner des fromages ne provenant pas de Suisse ou de France. Cette requête tendant à modeler la protection du nom «Gruyère» sur celle qu'a stipulée la Convention internationale sur l'emploi des appellations d'origine et dénominations de fromages des 1^{er} et 18 juillet 1951 (dénommée «Convention de Stresa», RO 1954, 327 612) n'a pas été admise par les autorités suisses qui ont remarqué d'une part que l'Espagne n'est pas partie à cette convention et, d'autre part, qu'en acceptant une concession de cet ordre, le nom «Gruyère» ne bénéficierait que d'une trop faible protection dans ce pays. En dépit de l'insistance des autorités espagnoles, la délégation suisse a réussi à faire admettre son point de vue de sorte que le nom «Gruyère» pourra être utilisé en Espagne pour désigner des fromages d'origine suisse ou française, à l'exclusion de fromages provenant d'autres pays. Les autorités espagnoles se sont toutefois réservé la possibilité de ne protéger de la sorte la dénomination «Gruyère» qu'aussi longtemps que l'Espagne n'est pas partie à ladite convention. Par ailleurs, la délégation suisse a admis que le délai transitoire de six ans visé à l'article 8, 2^e alinéa, soit prolongé de deux ans. Ainsi, pendant une période de huit ans, le terme de «Gruyère» pourra être utilisé en Espagne pour dénommer des fromages ne provenant pas de Suisse ou de France. Il faut toutefois observer que seul peut bénéficier de ce droit celui qui utilisait licitement la dénomination au moment de la signature du traité, soit le 9 avril 1974.

Chiffre 11

On a fait valoir du côté espagnol que certains récipients en verre ou de céramique sur lesquels est gravée l'indication «Suiza» font l'objet de reprise après leur utilisation. Un droit d'usage prolongé a été accordé afin de permettre leur élimination progressive du circuit économique.

343 Annexes*Annexe A*

«Sangria», «Clarea», «Zurra»:

Ces noms figurent dans la liste espagnole sous la rubrique «Boissons dérivées». Désignant des boissons confectionnées en Espagne selon une méthode traditionnelle, ces dénominations dites «typiques» ne se réfèrent pas à un lieu

géographique déterminé. Elles sont toutefois devenues par leur usage assimilables aux indications de provenance. Afin de ne pas empêcher l'emploi habituel en Suisse de ces noms pour des boissons qui y sont apprêtées selon des recettes déterminées, on a exclu de la protection les désignations «Sangria», «Clarea» et «Zurra» lorsqu'elles sont destinées à des boissons préparées sur place pour la consommation directe.

Annexe B

«Emmental»

Une règle spéciale a été établie dans la liste suisse en regard de la dénomination. Dans sa substance, elle correspond à l'article 4 de la Convention de Stresa. Tenant compte du fait que l'Espagne importe le fromage ainsi désigné non seulement de Suisse mais également d'autres pays, on a admis que la dénomination «Emmental» soit utilisée en Espagne pour des fromages qui ne sont pas d'origine suisse si le pays de fabrication est mentionné de manière similaire à la dénomination, c'est-à-dire en caractères identiques dans leurs types, dimensions et couleurs à ceux de la dénomination elle-même.

35 Le traité entre la Suisse et la France

351 Traité

Article 2

1^{er} alinea: Comme les noms des cantons, les noms des anciennes provinces françaises jouissent d'une protection absolue. Du côté français, on a relevé à ce propos que, sur le plan des indications de provenance, la sauvegarde des noms des anciennes provinces françaises revêtait un intérêt plus marqué que celle des noms des départements qui n'ont généralement pas acquis une notoriété spéciale dans le commerce. La liste des noms des anciennes provinces figure au chiffre 5 du protocole.

Article 6

Les syndicats, groupements, associations et organismes français représentant les producteurs, fabricants, commerçants ou consommateurs peuvent intenter des actions en matière civile devant les tribunaux français, à la condition qu'ils puissent justifier d'un préjudice direct et certain. Afin de ne pas consentir au bénéfice des groupements et associations suisses des droits plus larges que ceux que la législation française reconnaît aux groupements et associations français, la délégation française a requis que l'on précise expressément à l'article 6 que les associations et groupements des deux pays sont habilités à agir aux mêmes conditions. La délégation suisse ne s'est pas opposée à une telle adjonction qui s'inspire très étroitement de l'article 10^{ter} de la Convention d'Union de Paris.

352 Protocole

Chiffre 6

Il convient de souligner d'emblée que cette disposition constitue la seule exception à la protection absolue attribuée au nom «Suisse» par l'article 3, 1^{er} alinéa, du traité. Elle autorise en effet l'emploi en France de la dénomination «Petit Suisse» pour des fromages fabriqués en France. Force est de constater à ce propos, d'une part, que les producteurs et consommateurs français considèrent le fromage communément appelé «Petit Suisse», dont la fabrication en France remonte à plus de cent ans, comme une sorte de fromage et, d'autre part, que «Petit Suisse» figure en tant que simple indication générique à l'article 82, 5^e alinéa de l'ordonnance du 26 mai 1936 réglant le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels (RS 817.02).

Chiffre 9

La règle établie pour la dénomination «Sbrinz» correspond dans sa substance à l'article 4 de la Convention de Stresa à laquelle sont parties la Suisse et la France. Le chiffre 9 permet l'emploi en France de la dénomination précitée pour des fromages qui ne sont pas d'origine suisse, si le pays de fabrication est mentionné de manière similaire à la dénomination, c'est-à-dire en caractères identiques dans leurs types, dimensions et couleurs à ceux de la dénomination elle-même. Il a par ailleurs été convenu que cette disposition ne resterait valable que tant que la Suisse et la France sont membres de la convention précitée ou que la dénomination «Sbrinz» n'est pas retirée par les autorités suisses de l'annexe B de ladite convention afin de lui conférer une meilleure protection.

Chiffres 12 et 13

Le chiffre 12 est contenu dans les accords passés par la France en cette matière. Il donne à chacun des Etats contractants la faculté de demander à l'autre Etat de ne permettre l'importation de produits couverts par l'une des dénominations figurant aux annexes A et B que si ces produits sont accompagnés d'un certificat justifiant qu'ils ont droit à ladite dénomination.

En ce qui concerne les vins, vins de liqueurs et eaux-de-vie à appellations d'origine françaises, leur importation en Suisse est subordonnée à la présentation d'acquits-à-caution attestant du droit à l'appellation d'origine et reconnus tant par le Contrôle des denrées alimentaires que par la Commission fédérale des vins, de sorte qu'un deuxième certificat de même nature devient superflu (v. ch. 13).

Disposition particulière

Un cas d'application de l'article 3, 3^e alinéa, du traité qui a pour objet les dénominations homonymes s'est présenté après le paraphe du traité. Il se rapporte à la protection conférée par cet article au nom du canton de Vaud pris adjectivement. Il existe en France (Champagne) un pays traditionnellement appelé «vaudois champenois» qui produit un fromage commercialisé sous le nom de «Petit vaudois». Afin d'éviter tout danger de confusion quant à l'origine

véritable de ce fromage, il a été convenu par échange de lettres d'admettre la poursuite de l'emploi en France du vocable «vaudois» pour désigner un fromage fabriqué en pays «vaudois champenois» à la condition qu'il soit accompagné du nom de la région de production figurant en caractères apparents (cf. échange de lettres annexées au traité).

353 Annexes

Annexe B

«Gruyère» – «Emmental»

Dans la liste suisse, en regard de chacune de ces désignations, figure une limitation de la protection modelée sur la Convention de Stresa.

4 Conséquences

Les traités n'entraînent pas de conséquences financières particulières. En outre, ils sont directement applicables (art. 4, 1^{er} al.) et ne requièrent pas de mesures législatives spéciales.

L'application de l'article 7 du traité hispano-suisse et du chiffre 12 du protocole annexé au traité franco-suisse peut causer des contrôles supplémentaires en douane. On ne peut en effet exclure que les autorités espagnoles ou françaises décident un jour de délivrer des certificats d'origine non seulement pour les vins mais également pour d'autres produits et de demander à la Suisse de ne permettre l'importation de ces produits que s'ils sont accompagnés d'un tel certificat. Il est néanmoins utile de relever, d'une part, que les dispositions précitées ont été introduites avant tout pour consacrer la pratique actuellement suivie lors de l'importation de vins et, d'autre part, que si l'on devait étendre cette pratique à de nouveaux produits, il serait toujours possible d'examiner de manière détaillée au sein des Commissions mixtes les possibilités et les conséquences d'une telle extension.

5 Constitutionnalité

La conclusion des traités repose sur l'article 8 de la Constitution fédérale, selon lequel la Confédération a le droit de conclure des traités avec les Etats étrangers. La compétence de l'Assemblée fédérale repose sur l'article 85, chiffre 5, de la constitution. Les traités sont dénonçables en tout temps; ils ne sont dès lors pas soumis aux dispositions de l'article 89, 4^e alinéa, de la constitution concernant le référendum en matière de traités internationaux.

6 Conclusion

Force est de constater que les indications de provenance se référant à notre pays présentent un attrait particulier pour les industriels, producteurs et commerçants étrangers qui attachent aux produits et au travail suisses une

réputation d'indéniable qualité. Commercialement, le nom de la Suisse et des cantons, les noms ou images qui rappellent la Suisse représentent un capital considérable, un «goodwill» qu'il importe de préserver.

Les traités répondent dans une large mesure aux désirs de la Suisse, par les principes qu'ils posent d'une part, par la protection étendue et opérante qu'ils assurent aux précieuses dénominations géographiques se référant à notre pays, d'autre part. De tels instruments sont en effet propres à contribuer d'une manière efficace à sauvegarder la notion de qualité attachée à nos indications de provenance et par là-même à maintenir le bon renom dont bénéficient les produits suisses à l'étranger.

7 Proposition

Nous fondant sur les considérations qui précèdent, nous vous proposons d'approuver, en adoptant le projet d'arrêté fédéral ci-joint, les traités bilatéraux conclus par la Confédération suisse avec la République socialiste tchécoslovaque, l'Etat espagnol et la République française.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 16 octobre 1974

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération,

Brugger

Le chancelier de la Confédération,

Huber

(Projet)

Arrêté fédéral
approuvant trois traités sur la protection
des indications de provenance, des appellations
d'origine et d'autres dénominations géographiques

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu l'article 8 de la constitution;

vu le message du Conseil fédéral du 16 octobre 1974 ¹⁾,

arrête:

Article unique

¹ Le traité signé le 16 novembre 1973 entre la Confédération suisse et la République socialiste tchécoslovaque sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques,

le traité signé le 9 avril 1974 entre la Confédération suisse et l'Etat espagnol sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et des dénominations similaires, et

le traité signé le 14 mai 1974 entre la Confédération suisse et la République française sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques,

sont approuvés.

² Le Conseil fédéral est autorisé à ratifier ces traités.

³ Le présent arrêté n'est pas soumis au référendum en matière de traités internationaux.

**Traité entre la Confédération Suisse et la République
Socialiste Tchécoslovaque
sur la protection des indications de provenance,
des appellations d'origine et d'autres dénominations
géographiques**

Le Conseil fédéral Suisse

et

Le Président de la République Socialiste Tchécoslovaque

désireux de développer et d'élargir les relations réciproques dans le domaine de la propriété industrielle,

considérant l'intérêt des deux Etats contractants à protéger efficacement contre la concurrence déloyale les produits naturels et fabriqués et notamment les indications de provenance y compris les appellations d'origine, ainsi que d'autres dénominations géographiques réservées à certains produits ou marchandises déterminés,

sont convenus de conclure un traité à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir

Le Conseil fédéral Suisse:

Monsieur Walter Stamm,

Directeur du Bureau fédéral de la propriété intellectuelle

Le Président de la République Socialiste Tchécoslovaque:

Monsieur Miroslav Bělohávek,

Président de l'Office tchécoslovaque des inventions et des découvertes.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Chacun des Etats contractants s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour protéger efficacement

- 1) Les produits naturels et fabriqués originaires du territoire de l'autre Etat contractant contre la concurrence déloyale dans les affaires,
- 2) Les noms, dénominations et représentations graphiques mentionnés aux articles 2, 3 et 5, 2^e alinéa, ainsi que les dénominations figurant dans les annexes A et B du présent traité, conformément à ce traité et à son protocole.

Article 2

(1) Les noms «République Socialiste Tchécoslovaque», «République Socialiste Tchèque», «République Socialiste Slovaque»; la dénomination «Tchécoslovaquie», les noms historiques de chacun des «Länder» de la République Socialiste Tchécoslovaque, ainsi que les dénominations figurant dans l'annexe A du présent traité, lorsque les alinéas 2 à 4 n'en disposent pas autrement, sont exclusivement réservés, sur le territoire de la Confédération suisse, aux produits ou marchandises tchécoslovaques et ne peuvent y être utilisés que dans les conditions prévues par la législation tchécoslovaque. Toutefois, certaines dispositions de cette législation peuvent être déclarées inapplicables par un protocole.

(2) Si l'une des dénominations figurant dans l'annexe A du présent traité est utilisée pour d'autres produits ou marchandises que ceux auxquels elle est attribuée dans l'annexe A, le premier alinéa est seulement applicable

1. lorsque l'utilisation est de nature à porter préjudice, dans le domaine de la concurrence, aux entreprises qui emploient licitement la dénomination pour des produits ou marchandises tchécoslovaques indiqués dans l'annexe A

ou

2. lorsque l'utilisation est de nature à affaiblir la renommée particulière ou le pouvoir attractif particulier de la dénomination.

(3) Si l'une des dénominations protégées selon le premier alinéa correspond au nom d'une région ou d'un lieu situé hors du territoire de la République Socialiste Tchécoslovaque, le premier alinéa n'exclut pas que la dénomination soit utilisée pour des produits ou marchandises fabriqués dans cette région ou dans ce lieu. Toutefois, s'il y a un risque de confusion, le pays d'origine doit être mentionné.

(4) Les dispositions du premier alinéa n'empêchent pas, de plus, quiconque d'indiquer son nom, sa raison de commerce dans la mesure où elle comprend le nom d'une personne physique, et son domicile ou son siège, sur des produits ou marchandises, sur leur emballage, sur des papiers d'affaires ou dans la publicité, en tant que ces indications ne servent pas à distinguer les produits ou marchandises. L'utilisation du nom et de la raison de commerce comme signe distinctif est toutefois licite lorsque dans les circonstances données toute tromperie sur la provenance des produits ou marchandises est exclue.

- (5) L'article 5 est réservé.

Article 3

(1) Le nom «Confédération suisse» («Schweizerische Eidgenossenschaft»), les dénominations «Suisse» («Schweiz») et «Confédération» («Eidgenossenschaft»), les noms des cantons suisses, ainsi que les dénominations figurant dans l'annexe B du présent traité, lorsque les alinéas 2 à 4 n'en disposent pas autrement, sont exclusivement réservés sur le territoire de la République Socialiste Tchécoslovaque aux produits ou marchandises suisses et ne peuvent y être utilisés que dans les conditions prévues par la législation suisse. Toutefois, certaines dispositions de cette législation peuvent être déclarées inapplicables par un protocole.

(2) Si l'une des dénominations figurant dans l'annexe B du présent traité est utilisée pour d'autres produits ou marchandises que ceux auxquels elle est attribuée dans l'annexe B, le premier alinéa est seulement applicable

1. lorsque l'utilisation est de nature à porter préjudice, dans le domaine de la concurrence, aux entreprises qui emploient licitement la dénomination pour des produits ou marchandises suisses indiqués dans l'annexe B

ou

2. lorsque l'utilisation est de nature à affaiblir la renommée particulière ou le pouvoir attractif particulier de la dénomination.

(3) Si l'une des dénominations protégées selon le premier alinéa correspond au nom d'une région ou d'un lieu situé hors du territoire de la Confédération suisse, le premier alinéa n'exclut pas que la dénomination soit utilisée pour des produits ou marchandises fabriqués dans cette région ou dans ce lieu. Toutefois, s'il y a un risque de confusion, le pays d'origine doit être mentionné.

(4) Les dispositions du premier alinéa n'empêchent pas, de plus, quiconque d'indiquer son nom, sa raison de commerce dans la mesure où elle comprend le nom d'une personne physique, et son domicile ou son siège, sur des produits ou marchandises, sur leur emballage, sur des papiers d'affaires ou dans la publicité, en tant que ces indications ne servent pas à distinguer les produits ou marchandises. L'utilisation du nom et de la raison de commerce comme signe distinctif est toutefois licite lorsque, dans les circonstances données, toute tromperie sur la provenance des produits ou marchandises est exclue.

(5) L'article 5 est réservé.

Article 4

(1) Si des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3 sont utilisées dans les affaires en violation de ces dispositions pour des produits ou marchandises, ou leur conditionnement ou leur emballage, ou sur des factures, lettres de voiture ou autres papiers d'affaires ou dans la publicité, cette utilisation est réprimée en vertu même du traité par tous les moyens judiciaires ou administratifs, y compris la saisie, qui, selon la législation de l'Etat contractant dans lequel la protection est revendiquée, peuvent servir à lutter contre la concurrence déloyale ou à réprimer d'une autre manière les dénominations illicites.

(2) Les dispositions du présent article s'appliquent même lorsque ces noms ou dénominations sont utilisés soit en traduction, soit avec l'indication de la provenance véritable, soit avec l'adjonction de mots tels que «genre», «type», «façon», «imitation» ou de termes similaires. En particulier, l'application du présent article n'est pas exclue par le fait que les dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3 sont utilisées dans une forme modifiée, si un danger de confusion subsiste dans le commerce en dépit de la modification.

(3) Il est entendu à cet égard que l'emploi de ces noms et dénominations en tant qu'indications de genre doit également être considéré comme une utilisation prohibée au sens du présent article.

(4) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux produits ou marchandises en transit.

Article 5

(1) Les dispositions de l'article 4 s'appliquent également lorsque, pour des produits ou marchandises, ou leur conditionnement ou leur emballage, ainsi que sur les factures, lettres de voiture ou autres papiers d'affaires, ou dans la publicité, sont utilisés des signes distinctifs, marques, noms, inscriptions ou représentations graphiques qui contiennent directement ou indirectement des indications fausses ou fallacieuses sur la provenance, l'origine, la nature, la variété ou les qualités substantielles des produits ou marchandises.

(2) Les noms ou représentations graphiques de lieux, édifices, monuments, rivières, montagnes, etc. qui, pour une partie importante des milieux commerciaux intéressés de l'Etat contractant dans lequel la protection est revendiquée, évoquent l'autre Etat contractant ou un lieu ou une région de cet Etat, sont considérés comme des indications fausses ou fallacieuses sur la provenance au sens du 1^{er} alinéa, s'ils sont utilisés pour des produits ou marchandises qui ne sont pas originaires de cet Etat, à moins que, dans les circonstances données, on ne puisse attribuer raisonnablement au nom ou à la représentation graphique qu'un sens descriptif ou fantaisiste.

Article 6

Les actions pour violation du présent traité peuvent être intentées devant les tribunaux des Etats contractants non seulement par les personnes et sociétés qui, d'après la législation des Etats contractants, ont qualité pour les introduire, mais aussi par les associations et groupements qui représentent les producteurs, fabricants, commerçants ou consommateurs intéressés et qui ont leur siège dans l'un des Etats contractants, en tant que la législation de l'Etat dans lequel se trouve ce siège leur donne qualité pour agir en matière civile. Dans les mêmes conditions, ils peuvent faire valoir des droits et des moyens de droit en procédure pénale, dans la mesure prévue par la législation de l'Etat dans lequel la procédure se déroule.

Article 7

(1) Les produits et marchandises, les emballages, factures, lettres de voiture et autres papiers d'affaires, ainsi que les moyens publicitaires qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent traité, se trouvent sur le territoire de l'un des Etats contractants et qui ont été munis licitement d'indications dont le présent traité prohibe l'utilisation, peuvent encore être écoulés ou utilisés pendant un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité.

(2) En plus, les personnes ou sociétés qui, au moment de la signature du traité, ont déjà utilisé licitement l'une des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3, sont en droit d'en poursuivre l'utilisation pendant un délai expirant six ans après l'entrée en vigueur du traité. Ce droit ne peut être transmis par dispositions pour cause de mort ou actes entre vifs qu'avec l'entreprise ou la partie d'entreprise à laquelle la dénomination appartient.

(3) Lorsqu'une des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3 constitue un élément d'une raison de commerce déjà utilisée licitement au moment de la signature du traité, les dispositions de l'article 2, 4^e alinéa, première phrase, et de l'article 3, 4^e alinéa, première phrase, sont applicables même si cette raison de commerce ne comprend pas le nom d'une personne physique. Le 2^e alinéa, deuxième phrase, est applicable par analogie.

(4) L'article 5 est réservé.

Article 8

(1) Les listes figurant dans les annexes A et B du présent traité peuvent être modifiées ou étendues par échange de notes. Cependant chaque Etat contractant peut réduire la liste des dénominations afférentes aux produits ou marchandises provenant de son territoire sans l'accord de l'autre Etat contractant.

(2) Les dispositions de l'article 7 sont applicables en cas de modification ou d'extension de la liste des dénominations afférentes aux produits ou marchandises provenant du territoire de l'un des Etats contractants; au lieu du moment de la signature et de l'entrée en vigueur du traité, c'est le moment de la publication de la modification ou de l'extension par l'autre Etat contractant qui est déterminant.

Article 9

Les dispositions du présent traité n'excluent pas la protection plus étendue qui, dans l'un des Etats contractants, est ou sera accordée en vertu de la législation interne ou d'autres conventions internationales aux dénominations et représentations graphiques de l'autre Etat contractant protégées selon les articles 2, 3 et 5, 2^e alinéa.

Article 10

(1) Une commission mixte composée de représentants des gouvernements de chaque Etat contractant sera créée en vue de faciliter l'exécution du présent traité.

(2) La commission mixte a pour tâche d'étudier les propositions qui visent à modifier ou étendre les listes des annexes A et B du présent traité et qui requièrent l'agrément des Etats contractants, ainsi que de discuter toutes questions relatives à l'application du présent traité.

(3) La commission mixte se réunit à la requête de l'un ou l'autre Etat contractant.

Article 11

(1) Le présent traité est soumis à ratification; les instruments de ratification seront échangés à Prague dès que possible.

(2) Le présent traité entre en vigueur trois mois après l'échange des instruments de ratification et reste en vigueur sans limitation de durée.

(3) Chaque Etat contractant peut en tout temps dénoncer le présent traité en donnant un préavis d'un an.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Berne, le 16 novembre 1973 en deux exemplaires originaux rédigés en langues allemande et tchèque, les deux textes faisant également foi.

Pour la
Confédération suisse:
Stamm

Pour la
République Socialiste Tchécoslovaque:
Bělohávek

Protocole

Les Hautes Parties Contractantes,

Désirant apporter des précisions sur l'application de certaines dispositions du traité en date de ce jour sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques,

Sont convenues des dispositions ci-après formant partie intégrante du traité:

1. Les dispositions du présent traité ne sont pas applicables aux dénominations de races d'animaux.
Il en est de même pour les dénominations qui, en raison de la convention internationale du 2 décembre 1961 pour la protection des obtentions végétales, doivent être employées pour désigner des variétés, à condition que cette convention soit entrée en vigueur dans les relations entre les Etats contractants.
2. Le traité ne porte pas atteinte aux dispositions réglementant dans chacun des Etats contractants l'importation de produits et de marchandises.
3. Les locutions latines correspondantes sont considérées comme des traductions des dénominations protégées selon les articles 2 et 3 du traité (art. 4, 2^e al., du traité); il en est de même du terme «romand» pour la dénomination «westschweizerisch». Cette disposition est également applicable à l'abréviation «Bündner» dans le cas du nom du canton des Grisons.
4. La protection accordée aux dénominations visées aux articles 2 et 3, alinéa 1 s'étend également aux modifications grammaticales de ces dénominations, en particulier lorsque celles-ci sont prises adjectivement ou substantivement.
5. L'inscription de la dénomination «Tokajské»/«Tokajer» à l'annexe A du traité n'exclut pas qu'elle soit utilisée sur le territoire de la Confédération suisse pour la désignation d'un cépage en sus d'une dénomination géographique.
6. L'inscription de la dénomination «Clevner» à l'annexe B du traité n'exclut pas qu'elle soit utilisée en République Socialiste Tchèqueoslovaque pour la désignation d'un cépage en sus d'une dénomination géographique.

7. La protection du nom du canton suisse de Neuchâtel résultant de l'article 3 du traité n'exclut pas la poursuite de l'emploi en République Socialiste Tchécoslovaque de la désignation de cépage «Neuburské»/«Neuburger».
8. Les dénominations vinicoles «Hermitage», «Montagny», «Saint-Aubin», figurant à l'annexe B du traité ne doivent être utilisées en République Socialiste Tchécoslovaque qu'avec l'indication «Suisse» ou toute autre dénomination géographique qui renvoie clairement à une provenance suisse.
9. Les noms historiques de chacun des «Länder» de la République Socialiste Tchécoslovaque visés à l'article 2, alinéa 1 du traité sont la Bohême, la Moravie, la Slovaquie.

Fait à Berne le 16 novembre 1973 en deux exemplaires originaux rédigés en langues allemande et tchèque, les deux textes faisant également foi.

Pour la
Confédération suisse:
Stamm

Pour la
République Socialiste Tchécoslovaque:
Bělohlávek

I. Vins

République socialiste tchèque

Bohemia Sekt	Pálavské bílé
Bohemia Sekt Rosé	Pavlovické ohnivé
Bzenecká lipka	Pražský výběr
Château Bzenec	Slovácký rubín
Château Radyně	Valtické zámecké víno
Mělnické víno	(Valtice Schlosswein,
(Mělník Wein)	Feldberger Schlosswein)
Mikulovská romance	

République socialiste slovaque

Bratislavské hrozno	Tokajské víno z československého území
Limbašský sylván	(Tokajer Wein aus dem tschechoslowakischen Gebiet)
Malokarpatské zlato	
Modranská harmónia	Tokajské samorodné z československého území
Modranská zlatá perla	(Tokajer Samorodner aus dem tschechoslowakischen Gebiet)
Modranské královské	
Modrokámenký krištál	Tokajský výběr z československého území
Orešanské červené	(Tokajer Auslese aus dem tschechoslowakischen Gebiet)
Pezinské zámecké	
Sobranecká sňava	
Svätoujurský muškateľ	

II. Alimentation et agriculture

Articles de boulangerie, de pâtisserie et de confiserie

République socialiste tchèque

Františko-lázeňské oplatky (Franzensbader Oblaten)	Mariánsko-lázeňské oplatky (Marienbader Oblaten)
Karlovarské oplatky (Karlsbader Oblaten)	Pardubický perník (Pardubice Pfefferkuchen)
Karlovarský suchar (Karlsbader Zwieback)	

Bière**République socialiste tchèque**

Budějovické pivo (Budweiser Bier)	Plzeňské pivo (Pilsner Bier)
Budějovické pivo-Budvar (Budweiser Bier-Budvar)	Plzeňský prazdroj (Pilsner Urquell, Pilsen Urquell)
Budějovický Budvar (Budweiser Budvar)	Pils (Pils)
Flekovské pivo (Flekbrauerei Bier)	Smichovské pivo (Smichov Bier, Smichower Bier)
Plzeň (Pilsen)	Smichovský Staropramen
Plzeňské (Pilsner, Pilsener)	Velkopopovický světlý ležák (Grosspopowitzer helles Lagerbier)

République socialiste slovaque

Bratislavské pivo (Pressburger Bier)	Šarišské pivo (Saros Bier)
Hurbanovské pivo (Hurbanovo Bier)	Topolčianské pivo (Topolčany Bier)

Poissons**République socialiste tchèque**

Třeboňský kapr
(Wittingauer Karpfen,
Třeboň Karpfen)

Viandes**République socialiste tchèque**

Česká vepřová plec (Böhmischer Vorderschinken)	Pražská šunka (Prager Schinken)
Pražská husa (Prager Gans)	Pražské párky (Prager Würstchen)
Pražská masitá kachna (Prager Fleischente)	

Produits d'agriculture**République socialiste tchèque**

Hanácký ječmen (Hana Gersten)	Uštěcký chmel (Auschauer Hopfen)
Tršický chmel (Tršicer Hopfen)	Žatecký chmel (Saazer Hopfen)

Produits d'horticulture**République socialiste tchèque**

Klatovský karafiát (Klatovy Nelken, Klattauer Nelken)	Všetatská cibule (Všetaty Zwiebeln)
Malínský křen (Maliner Kren/Meerrettich)	Znojenské okurky (Znaimer Gurken)

Produits laitiers et fromagers**République socialiste tchèque**

Krkonošský pivní sýr (Riesengebirger Bierkäse)	Olomoucké tvarůžky (Olmützer Quargeln)
Moravská cihla (Mährischer Brotkäse)	Sázavský sýr (Sázava Käse)

République socialiste slovaque

Liptovská bryndza (Liptauer Gebirgsbrimsen)	Slovenský oštiepok (Slowakischer «Oštiepok» Käse)
--	--

Eaux et eaux minérales**République socialiste tchèque**

Bílinská kyselka (Biliner Giesshübler)	Karlovarská přírodní minerální voda
Františko-lázeňská přírodní minerální voda (Franzensbader natürliches Mineralwasser)	(Natürliches Karlsbader Mineralwasser)
Karlovarská minerální voda (Karlsbader Mineralwasser)	Karlovarská voda (Karlsbader Wasser)
	Karlovarský mlýnský pramen (Karlsbader Mühlbrunn)

Kyselská (Kysibelská)
 Mattoniho kyselka
 (Giesshübler Mattoni)
 Luhačovická Vincentka
 (Luhačovice Vincentka)
 Luhačovická přírodní
 minerální voda
 (Luhačovice natürliches
 Mineralwasser)
 Mariánsko-lázeňská přírodní
 minerální voda
 (Marienbader natürliches
 Mineralwasser)

Mariánsko-lázeňská Rudolfka
 (Mineralwasser Marienbader
 Rudolfsquelle)
 Poděbradská minerální voda
 (Poděbrady Mineralwasser)
 Šaratica (přírodní hořká voda)
 (Saratica/natürliches
 Bitterwasser)

République socialiste slovaque

Baldovská minerální voda
 (Baldov Mineralwasser)
 Lipovecká minerální voda
 (Lipovce Salvator-
 Mineralwasser)
 Maštinská minerální voda
 (Maštin Mineralwasser)
 Minerální voda Budiš
 (Budiš Mineralwasser)

Minerálna voda Fatra
 (Fatra Mineralwasser)
 Minerálna voda Korytnica
 (Korytnica Mineralwasser)
 Minerálna voda Slatina
 (Slatina Mineralwasser)
 Minerálna voda Cigelka
 (Cigelka Mineralwasser)
 Minerálna voda Santovka
 (Santovka Mineralwasser)

Sels et boues

République socialiste tchèque

Františko-lázeňská
 sirnoželezitá slatina
 (Franzensbader eisenhaltiges
 Schwefelmoor)
 Františko-lázeňská sůl
 (Franzensbader Salz)

Karlovarská přírodní vřidelní sůl
 (Natürliches Karlsbader
 Sprudelsalz)
 Karlovarská sůl
 (Karlsbader Salz)
 Karlovarská vřidelní sůl
 (Karlsbader Sprudelsalz)

République socialiste slovaque

Piešťanské bahno
 (Pistyan Schlamm)

Prešovská sol
 (Prešov Salz)

Spiritueux

République socialiste tchèque

Karlovarská hořká
(Karlsbader Bitter)
Prostějovská starorežná
(Prossnitzer Altkorn)

Slovácká borovička
Vizovická slivovica
(Vizovice Sliwowitz)

République socialiste slovaque

Bošácká slivovica
(Bošáce Sliwowitz)
Karpatská hořká
(Karpaten Bitter)
Prešovská vodka
(Prešov Wodka)

Spíšská borovička
(Zipser Wachholderschnaps)
Trenčianská borovička
(Trenčín Wachholderschnaps)

III. Produits industriels

Verrerie et porcelaine

République socialiste tchèque

České sklo
(Böhmisches Glas)
Český křišťál
(Böhmisches Kristall)
Duchcovský porcelán
(Duxer Porzellan)
Jablonecká krystalerie
(Gablonzer Kristallglaswaren)
Jablonecké sklo
(Gablonzer Glas,
Gablonzer Glaswaren)

Karlovarské sklo
(Karlsbader Glas)
Karlovarský křišťál
(Karlsbader Kristall)
Karlovarský porcelán
(Karlsbader Porzellan)
Železnobrodské figurky
(Železný Brod Figürchen,
Eisenbroder Figürchen)
Železnobrodské sklo
(Železný Brod Glas,
Eisenbroder Glas)

Produits des arts industriels

République socialiste slovaque

Modranská keramika
(Modraer Keramik)
Piešťanská krojovaná bábika
(Pistyán Trachtenpuppen)

Piešťanská krojovaná dievča
(Pistyán Trachtenmädchen)
Piešťanský krojovaný chlapec
(Pistyán Trachtenbube)

Bijoux et articles de bijouterie**République socialiste tchèque**

Bijoux de Bohême

(Bijoux de Bohême)

Český granát

(Böhmischer Granat)

Český granátový šperk

(Böhmischer Granatschmuck)

Jablonecká bižuterie

(Gablonzer Schmuck,

Gablonzer Schmuckware)

Jablonecké zboží

(Gablonzer Waren)

Machines, quincaillerie**République socialiste tchèque**

Vítkovická ocel

(Vítkovice Stahl/

engl. Vítkovice Steel)

Jeux, jouets et instruments de musique**République socialiste tchèque**

Kraslické hudební nástroje

(Graslitzer Musikinstrumente)

Poterie, pierres, terres**République socialiste tchèque**

Sedlecký kaolin

(Zettlitzer Kaolin)

République socialiste slovaque

Dřevnický travertín

(Drevnice Travertin)

Spišský travertín

(Zipser Travertin)

Produits textiles**République socialiste tchèque**

Jindřichohradecký gobelin

(Jindřichův Hradec Gobelins,

Neuhauser Gobelins)

Kraslické krajky

(Graslitzer Spitzen)

Valašskomeziříčský gobelin

(Valašské Meziříčí Gobelins,

Walachisch-Weseritzer Gobelins)

Vamberecká krajka

(Wamberger Spitzen)

I. Vins

A. Suisse romande

Indication de provenance régionale:

Oeil de Perdrix

1. Canton du Valais

Indications de provenance régionales:

Amigne	Hermitage
Arvine	Höllenwein (rouge d'enfer)
Dôle	Humagne
Fendant	Johannisberg
Goron	Vin du Glacîer
Heidenwein (vin des payens)	

Noms de communes, de crus et de clos:

Ardon	Miège
Ayent	Molignon
Bramois (Brâmis)	Montagnon
Branson	Montana
Chalais	Muraz
Chamoson	Ollon
Champlan	Pagane
Charrat	Raron (Rarogne)
Châtaignier	Riddes
Chermignon	Saillon
Clavoz	Saint-Léonard
Conthey	Saint-Pierre de Clages
Coquimpex	Salquenen (Salgesch)
Corin	Savièse
Fully	Saxon
Grand-Brûlé	Sierre (Siders)
Granges	Signèse
Grimisuat	Sion (Sitten)
La Folie	Uvrier
Lentine	Varen (Varone)
Leuk (Loèche)	Vétroz
Leytron	Veyras
Magnot	Visp (Viège)
Martigny (Martinach)	Visperterminen

2. Canton de Vaud

Noms de régions :

Bonvillars	Les Côtes de l'Orbe
Chablais	Lavaux
La Côte	Vully

Indications de provenance régionales :

Dorin	Salvagnin
-------	-----------

Noms de communes, de crus et de clos :

Bonvillars

Bonvillars	Grandson
Concise	Onnens
Corcelles	

Chablais

Aigle	Villeneuve
Bex	Yverne
Ollon	

La Côte

Aubonne	Gilly
Begnins	Gollion
Bougy-Villars	Luins
Bursinel	Mont-sur-Rolle
Bursins	Morges
Château de Luins	Nyon
Chigny	Perroy
Coinsins	Rolle
Coteau de Vincy	Tartegnin
Denens	Vinzel
Féchy	Vufflens-le-Château
Founex	

Lavaux

Blonay	Cully
Burignion	Cure d'Attalens
Calamin	Dézaley
Chardonne	Epesses
Châtelard	Faverges
Chexbres	Grandvaux
Corseaux	Lutry
Corsier	Montagny

Montreux
 Paudex
 Pully
 Riex
 Rivaz
 Saint-Légier

Saint-Saphorin
 Savuit
 Treytorrens
 Vevey
 Villette

Les Côtes de l'Orbe

Arnex
 Orbe

Valleyres sous Rance

Vully

Vallamand

3. Canton de Genève

Indication de provenance régionale:

Perlan

Nom de région:

Mandement

Noms de communes, de crus et de clos:

Bernex
 Bourdigny
 Dardagny
 Essertines
 Jussy

Lully
 Meinier
 Peissy
 Russin
 Satigny

4. Canton de Neuchâtel

Nom de région:

La Béroche

Noms de communes, de crus et de clos:

Auvernier
 Bevaix
 Bôle
 Boudry
 Champgréveyres
 Colombier
 Corcelles
 Cormondrèche

Cornaux
 Cortaillod
 Cressier
 Hauterive
 La Coudre
 Le Landeron
 Saint-Aubin
 Saint-Blaise

5. Canton de Fribourg

Nom de région:

Vully

Noms de communes, de crus et de clos:

Cheyres	Nant
Môtier	Praz
Mur	Sugiez

6. Canton de Berne

Nom de région:

Bielersee

Noms de communes, de crus et de clos:

Alfermée	Oberhofen
Chavannes (Schafis)	Schernelz (Cergnaux)
Erlach (Cerlier)	Spiez
Ile de Saint-Pierre (St. Petersinsel)	Tüscherz (Daucher)
La Neuveville (Neuenstadt)	Twann (Douanne)
Ligerz (Gléresse)	Vingelz (Vigneule)

B. Suisse orientale

Indication de provenance régionale:

Clevner

1. Canton de Zurich

Noms de régions:

Zürichsee	Weinland/Kanton Zürich (pas
Limmattal	«Weinland» sans adjonction)
Zürcher Unterland	

Indications de provenance régionales:

Weinlandwein	Zürichseewein
--------------	---------------

Noms de communes, de crus et de clos:

Zürichsee

Appenhalde	Herrliberg
Erlenbach	Hombrechtikon
Feldbach	Küsnacht

Lattenberg
Männedorf
Mariahalde
Meilen
Schipfsgut

Stäfa
Sternenhalde
Turmgut
Uetikon am See
Wädenswil

Limmattal

Weiningen

Zürcher Unterland

Bachenbülach
Boppelsen
Buchs
Bülach
Dättlikon
Dielsdorf
Eglisau
Freienstein
Heiligberg
Hüntwangen

Oberembrach
Oetfingen
Rafz
Regensberg
Schloss Teufen
Steig-Wartberg
Wasterkingen
Wil
Winkel

Weinland/Kanton Zürich

(et non «Weinland» sans adjonction)

Andelfingen
Benken
Berg am Irchel
Dachsen
Dinhard
Dorf
Flaach
Flurlingen
Henggart
Hettlingen
Humlikon
Neftenbach
Ossingen
Rheinau

Rickenbach
Rudolfingen
Schiterberg
Schloss Goldenberg
Stammheim
Trüllikon
Trüllisberg
Truttikon
Uhwiesen
Volken
Wiesendangen
Winterthur-Wülflingen
Worrenberg

2. Canton de Schaffhouse

Noms de communes, de crus et de clos:

Beringen
Blaurock
Buchberg

Chäferstei
Dörfingen
Eisenhalde

Gächlingen
Hallau
Heerenberg
Löhnigen
Munot
Oberhallau
Osterfingen

Rheinhalde
Rüdlingen
Siblingen
Stein am Rhein
Thayngen
Trasadingen
Wilchingen

3. Canton de Thurgovie

Noms de communes, de crus et de clos:

Amlikon
Arenenberg
Bachtobel
Burghof
Ermatingen
Götighofen
Herdern
Hüttwilen
Iselisberg
Kalchrain
Karthause

Karthause Ittingen
Neunform
Nussbaumen
Ottenberg
Ottoberger
Schlattingen
Sonnenberg
Untersee
Warth
Weinfeldern

4. Canton de Saint-Gall

Noms de communes, de crus et de clos:

Altstätten
Au
Balgach
Berneck
Buchberg
Eichberg
Forst
Freudenberg
Marbach
Mels
Monstein
Pfäfers

Pfauenhalde
Ragaz
Rapperswil
Rebstein
Rosenberg
Sargans
Thal
Walenstadt
Wartau
Werdenberg
Wil

5. Canton des Grisons

Noms de communes, de crus et de clos:

Chur
Costams
Domat/Ems

Fläsch
Igis
Jenins

Maienfeld
Malans
St. Luzisteig

Trimmis
Zizers

6. Canton d'Argovie

Noms de communes, de crus et de clos:

Auenstein
Birmenstorf
Bödeler
Bözen
Brestenberg
Döttingen
Effingen
Elfingen
Ennetbaden
Goldwand
Herrenberg
Hornussen
Hottwil
Klingnau
Küttigen

Mandach
Oberflachs
Remigen
Rüfenach
Rütiberg
Schinznach
Schlossberg
Seengen
Steinbruck
Stiftshalde
Tegerfelden
Villigen
Wessenberg
Wettingen
Zeiningen

C. Autres cantons suisses

1. Canton de Bâle-Campagne

Noms de communes, de crus et de clos:

Aesch
Arlesheim
Benken
Biel
Buus
Klus

Maisprach
Muttentz
Pratteln
Tschäpperli
Wintersingen

2. Canton de Lucerne

Nom de commune:

Heidegg

3. Canton de Schwyz

Nom de commune:

Leutschen

4. Canton du Tessin

Indications de provenance régionales:

Bondola

Nostrano

II. Alimentation et agriculture

Articles de boulangerie, de pâtisserie et de confiserie

Aegeri Grüessli	Jura Waffeln
Baarer Räben	(Jurské oplatky)
Badener Kräbeli	Jura Züngli
Emmentaler Bretzeli	(Jurské jazýčky)
(Ementálské preclíky)	Biscuits du Léman
Engadiner Nusstorte	Toggenburger Waffeln und Biscuits
(Engadinský ořechový dort)	(Toggenburské oplatky a piškoty)
Gottlieber Hüppen	Willisauer Ringli
Hegnauer Bauernbrot	Winterthurer Kekse
(Selský chléb Hegnau)	(Winterthurské keksy)

Bière

Baarer Bier	Bière d'Orbe
Birra Bellinzona	Rheinfeldner Bier
Bütschwiler Bier	Schwander Bier
Calanda Bier	Uetliberg-Märzen
Churer Bier	Uster Bier
Eichhof Bier	Uto
Engadiner Bier	Wädenswiler Bier
Frauenfelder Bier	Weinfeldner Bier
Gurten Bier	Wiler Bier
Hochdorfer Bier	Winterthurer Bier
Langenthaler Bier	

Comestibles

Escargots d'Areuse
(Šneci z Areuse)

Poissons

Hallwiler Balchen Sempacher Balchen

Viandes

Saucisses d'Ajoie	Hallauer Schübliĝ, Schinkenwurst
Bassersdorfer Schübliĝ	(Hallauer Schübliĝ, šunkovy salám)
Emmentaler Würstchen	Charcuterie Payernoise
(Ementálské párky)	(Payernské uzeniny)

Produits d'horticulture

Oensing Steckzwiebeln
(Sadbová cibule z Oensing)

Conserves

Bischofszeller Konserven
(Bischofszellské konzervy)
Lenzburger Konfitüren
(Lenzburské zavařeniny)
Lenzburger Konserven
(Lenzburské konzervy)

Rorschacher Konserven
(Rorschadské konzervy)
Sarganser Konserven
(Sarganské konzervy)
Walliseller Konserven
(Wallisské konzervy)

Produits laitiers et fromagers

Arenenberger
Bagnes
Bellelay Käse (Tête de Moine)
Brienzer Mutschli
Emmentaler Käse (Emmental)
(Ementálský sýr [Ementál])
Gomser Käse

Greyerzer Käse (Gruyère, Gruviera)
(Gruyère)
Vacherin Mont d'Or
Piora Käse
Saanenkäse
Sbrinz Käse
Ursernkäse

Eaux minérales

Adelboden
Aproz
Eglisau
Elm
Eptingen
Gonten
Gontenbad
Henniez
Knutwil
Lostorf
Meltingen
Nendaz
Passugg

Rhäzüns
Rheinfelden
Romanel
Sassal
Schwarzenburg
Sissach
Unter Rechstein
Vals
Valser St. Petersquelle
Walzenhausen
Weissenburg
Zurzach

Spiritueux

Marc d'Auvernier
Kirsch de la Béroche
Churer Röteli
Bérudges de Cornaux
Marc de Cressier

Marc de Dôle
Emmentaler Kirsch
Freiämter Kirsch
Freiämter Pflümliwasser
Freiämter Theilers-Birnenbranntwein

Freiämter Zwetschgenwasser	Rigi Kirsch
Fricktaler Kirsch	Schwarzbuben Kirsch
Fricktaler Pflümliwasser	Seeländer Pflümliwasser
Gotthard Kräuterbranntwein	Spiezer Kirsch
Likör Grande Gruyère	Urschwyzer Kirsch
Innerschwyzer Kräuterbranntwein	Vieille lie du Mandement
Jura Enzian	Worber Spirituosen

Tabac

Brissago

III. Produits industriels

Verrerie et porcelaines

Bülacher Glas	Verre de St-Prex
Langenthal	(Sklo ze St-Prex)
	Sarner Kristall

Produits des arts industriels

Brienzer Holzschnitzereien (Brienzské řezbářské výrobky)	Lötschentaler Masken Saaser Möbel (Saasský nábytek)
Brienzer Uhren (Brienzské hodinky)	

Machines, quincaillerie

Choindez-Röhren (Choindez-roury)	Menziken-Maschinen, Leichtmetallwaren
Gerlafinger Spezialprofile (Gerlafingské speciální profily)	(Menzikenské stroje, zboží z lehkých kovů)
Kluser Armaturen, Kochgeschirre, Öfen (Kluské armatury, kuchyňské nádobí, kamna)	Rondez-Schachtguss

Articles de papier

Chamer Papier	Perlen Papier
Landquarтер Papier	

Jeux, jouets et instruments de musique

Boîtes à musique de Ste-Croix
(Hrací skřínky ze Ste-Croix)

Poterie, pierres, terres

Andeer-Granit
(Žula z Ande)
Calanca-Granit
(Calanca-žula)
Calanca-Quarzit
(Calanca-křemen)
Lägern Kalk
(Lägernské vápno)

Poschiaver Serpentin
(Poschiaverský serpentín)
San Bernardino-Quarzit
(San Bernardino křemen)
Soglio-Quarzit
(Soglio-křemen)
Weiacher-Kies
(Weiacherský štěrk)

Produits textiles

Aegeri Garne
(Aegeri příze)
Hasliweberei
(Hasli tkalcovské výrobky)
Lorze-Garne
(Lorze-příze)

Saaser Handgewebe
(Saasské ručně tkané látky)
Toggenburger Gewebe
(Toggenburské tkaniny)
Trunser Stoffe
(Trunské látky)

Traité
entre la Confédération Suisse et l'Etat Espagnol
sur la protection des indications de provenance,
des appellations d'origine et des dénominations similaires

Le Conseil fédéral Suisse

et

Le Chef de l'Etat espagnol,

considérant l'intérêt des deux Etats contractants à protéger efficacement contre la concurrence déloyale les produits naturels et fabriqués et notamment les indications de provenance y compris les appellations d'origine, ainsi que les dénominations similaires réservées à certains produits ou marchandises déterminés,

sont convenus de conclure un traité à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir

Le Conseil fédéral Suisse:

Monsieur Pierre Graber, Conseiller fédéral, Chef du Département Politique Fédéral

Le Chef de l'Etat espagnol:

Monsieur Alvaro Basa, Chargé d'affaires a. i.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Chacun des Etats contractants s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour protéger efficacement

- 1) les produits naturels et fabriqués originaires du territoire de l'autre Etat contractant contre la concurrence déloyale dans les activités industrielles et commerciales,
- 2) les noms, dénominations et représentations graphiques mentionnés aux articles 2, 3 et 5, 2^e alinéa, ainsi que les dénominations figurant dans les annexes A et B du présent traité, conformément à ce traité et au protocole qui y est annexé.

Article 2

(1) Le nom «Espagne», les dénominations «Hispania», «Spania», «Iberia» et les noms des régions et provinces espagnoles, ainsi que les dénominations figurant dans l'annexe A du présent traité, lorsque les alinéas 2 à 4 n'en disposent pas autrement, sont exclusivement réservés, sur le territoire de la Confédération suisse, aux produits ou marchandises espagnols et ne peuvent y être utilisés que dans les conditions prévues par la législation de l'Etat espagnol. Toutefois, certaines dispositions de cette législation peuvent être déclarées inapplicables par le protocole annexé au présent traité.

(2) Si l'une des dénominations figurant dans l'annexe A du présent traité, à l'exception des noms de l'Etat et de ceux des régions et provinces espagnoles mentionnés au premier alinéa, est utilisée pour d'autres produits ou marchandises que ceux auxquels elle est attribuée dans l'annexe A, le premier alinéa est seulement applicable:

1. lorsque l'utilisation est de nature à porter préjudice dans le domaine de la concurrence, aux entreprises qui emploient licitement la dénomination pour des marchandises ou produits espagnols indiqués dans l'annexe A, à moins qu'il n'existe un intérêt légitime à utiliser la dénomination sur le territoire de la Confédération suisse pour des produits ou marchandises qui ne sont pas d'origine espagnole,

ou

2. lorsque l'utilisation est de nature à affaiblir la renommée particulière ou le pouvoir attractif particulier de la dénomination.

(3) Si l'une des dénominations protégées selon le premier alinéa correspond au nom d'une région ou d'un lieu situé hors du territoire de l'Etat espagnol, le premier alinéa n'exclut pas que la dénomination soit utilisée pour indiquer la provenance des produits ou marchandises fabriqués dans cette région ou dans ce lieu à condition que toute confusion soit exclue. Toutefois, des prescriptions complémentaires peuvent être édictées par le protocole annexé au présent traité.

(4) Les dispositions du premier alinéa n'empêchent pas, de plus, quiconque d'indiquer son nom, sa raison de commerce dans la mesure où elle comprend le nom d'une personne physique, et son domicile ou son siège, sur des produits ou marchandises, sur leur emballage, sur des étiquettes, sur des papiers de commerce ou dans la publicité, en tant que ces indications ne servent pas à distinguer les produits ou marchandises. L'utilisation du nom et de la raison de commerce comme signe distinctif est cependant licite si un intérêt légitime la justifie.

(5) L'article 5 est réservé.

Article 3

(1) Le nom «Confédération suisse», les dénominations «Suisse» et «Confédération», les noms des cantons suisses, ainsi que les dénominations figurant dans l'annexe B du présent traité, lorsque les alinéas 2 à 4 n'en disposent pas autrement, sont exclusivement réservés sur le territoire de l'Etat espagnol aux produits ou marchandises suisses et ne peuvent y être utilisés que dans les conditions prévues par la législation suisse. Toutefois, certaines dispositions de cette législation peuvent être déclarées inapplicables par le protocole annexé au présent traité.

(2) Si l'une des dénominations figurant dans l'annexe B du présent traité est utilisée pour d'autres produits ou marchandises que ceux auxquels elle est attribuée dans l'annexe B, le premier alinéa est seulement applicable:

1. lorsque l'utilisation est de nature à porter préjudice, dans le domaine de la concurrence, aux entreprises qui emploient licitement la dénomination pour des produits ou marchandises suisses indiqués dans l'annexe B, à moins qu'il n'existe un intérêt légitime à utiliser la dénomination sur le territoire de l'Etat espagnol pour des produits ou marchandises qui ne sont pas d'origine suisse,

ou

2. lorsque l'utilisation est de nature à affaiblir la renommée particulière ou le pouvoir attractif particulier de la dénomination.

(3) Si l'une des dénominations protégées selon le premier alinéa correspond au nom d'une région ou d'un lieu situé hors du territoire de la Confédération suisse, le premier alinéa n'exclut pas que la dénomination soit utilisée pour indiquer la provenance des produits ou marchandises fabriqués dans cette région ou dans ce lieu à condition que toute confusion soit exclue. Toutefois, des prescriptions complémentaires peuvent être édictées par le protocole annexé au présent traité.

(4) Les dispositions du premier alinéa n'empêchent pas, de plus, quiconque d'indiquer son nom, sa raison de commerce dans la mesure où elle comprend le nom d'une personne physique, et son domicile ou son siège, sur des produits ou marchandises, sur leur emballage, sur des étiquettes, sur des papiers de commerce ou dans la publicité, en tant que ces indications ne servent pas à distinguer les produits ou marchandises. L'utilisation du nom et de la raison de commerce comme signe distinctif est cependant licite si un intérêt légitime la justifie.

(5) L'article 5 est réservé.

Article 4

(1) Si des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3 sont utilisées dans les activités industrielles et commerciales en violation de ces dispositions pour des produits ou marchandises, ou leur conditionnement ou leur emballage,

ou sur des étiquettes, ou sur des factures, lettres de voiture ou autres papiers de commerce ou dans la publicité, cette utilisation est réprimée en vertu même du traité par tous les moyens judiciaires ou administratifs, y compris la saisie, qui, selon la législation de l'Etat contractant dans lequel la protection est revendiquée, peuvent servir à lutter contre la concurrence déloyale ou à réprimer d'une autre manière les dénominations illicites.

(2) Les dispositions du présent article s'appliquent même lorsque ces noms ou dénominations sont utilisés soit en traduction, soit avec l'indication de la provenance véritable, soit avec l'adjonction des mots tels que «genre», «type», «façon», «imitation», «rival», «qualité» ou de termes similaires, soit sous une forme modifiée, si, dans ce dernier cas, un danger de confusion subsiste malgré la modification.

(3) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux produits ou marchandises en transit.

Article 5

(1) Les dispositions de l'article 4 s'appliquent également lorsque, pour des produits ou marchandises, ou leur conditionnement ou leur emballage, ou sur des étiquettes, ainsi que sur des factures, lettres de voiture ou autres papiers de commerce, ou dans la publicité, sont utilisés des signes distinctifs, marques, noms, inscriptions ou représentations graphiques qui contiennent directement ou indirectement des indications fausses ou susceptibles d'induire en erreur sur la provenance, l'origine, la nature, la variété ou les qualités substantielles des produits ou marchandises.

(2) Les noms ou représentations graphiques de lieux, d'édifices, de monuments, de rivières, de montagnes, de personnages historiques ou littéraires, de costumes, d'éléments ou de types du folklore, les expressions typiques du langage, etc. d'un Etat contractant, qui, pour une partie importante du public ou des milieux commerciaux intéressés de l'autre Etat contractant dans lequel la protection est revendiquée, évoquent clairement le premier Etat ou un lieu ou une région de cet Etat, sont considérés comme des indications fausses ou susceptibles d'induire en erreur sur la provenance au sens du premier alinéa, s'ils sont utilisés pour des produits ou marchandises qui ne sont pas originaires de cet Etat, à moins que, dans les circonstances données, on ne puisse attribuer raisonnablement au nom ou à la représentation graphique qu'un sens descriptif ou fantaisiste.

Article 6

Les actions pour violation du présent traité peuvent être intentées devant les tribunaux des Etats contractants non seulement par les personnes et sociétés qui, d'après la législation des Etats contractants, ont qualité pour les introduire, mais aussi par les syndicats, associations et groupements qui, directement ou indirectement, représentent les producteurs, fabricants, commerçants ou

consommateurs intéressés et qui ont leur siège dans l'un des Etats contractants, en tant que la législation de l'Etat dans lequel se trouve ce siège leur donne qualité pour agir en matière civile. Dans les mêmes conditions, ils peuvent faire valoir des droits et des moyens de droit en procédure pénale, dans la mesure prévue par la législation de l'Etat dans lequel la procédure se déroule.

Article 7

(1) Chacun des Etats contractants a la faculté de demander à l'autre Etat de ne permettre l'importation de produits ou marchandises couverts par l'une des dénominations figurant aux annexes A et B du présent traité que si ces produits ou marchandises sont accompagnés d'un document justifiant qu'ils ont droit à ladite dénomination. En pareil cas, les produits ou marchandises non accompagnés de ce document sont refoulés à l'importation.

(2) L'Etat contractant qui formule la demande visée à l'alinéa 1 ci-dessus notifie à l'autre Etat contractant les autorités qui ont qualité pour délivrer le document. Un specimen de ce document doit accompagner cette notification.

Article 8

(1) Les produits et marchandises, les emballages, étiquettes, factures, lettres de voiture et autres papiers de commerce, ainsi que les moyens publicitaires qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent traité, se trouvent sur le territoire de l'un des Etats contractants et qui ont été munis licitement d'indications dont le présent traité prohibe l'utilisation, peuvent encore être écoulés ou utilisés pendant un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité.

(2) En plus, les personnes ou sociétés qui, au moment de la signature du traité, ont déjà utilisé licitement l'une des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3, sont en droit d'en poursuivre l'utilisation pendant un délai expirant six ans après l'entrée en vigueur du traité. Ce droit ne peut être transmis par dispositions pour cause de mort ou actes entre vifs qu'avec l'entreprise ou la partie d'entreprise à laquelle la dénomination appartient.

(3) Lorsqu'une des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3 constitue un élément d'une raison de commerce déjà utilisée licitement au moment de la signature du traité, les dispositions de l'article 2, 4^e alinéa, première phrase, et de l'article 3, 4^e alinéa, première phrase, sont applicables même si cette raison de commerce ne comprend pas le nom d'une personne physique. Le 2^e alinéa, deuxième phrase, du présent article est applicable par analogie.

(4) L'article 5 est réservé.

Article 9

(1) Les listes figurant dans les annexes A et B du présent traité peuvent être modifiées ou étendues par échange de notes. Cependant chaque Etat contractant peut réduire la liste des dénominations afférentes aux produits ou marchandises provenant de son territoire sans l'accord de l'autre Etat contractant.

(2) Les dispositions de l'article 8 sont applicables en cas de modification ou d'extension de la liste des dénominations afférentes aux produits ou marchandises provenant du territoire de l'un des Etats contractants; au lieu du moment de la signature et de l'entrée en vigueur du traité, c'est le moment de la publication de la modification ou de l'extension par l'autre Etat contractant qui est déterminant.

Article 10

Les dispositions du présent traité n'excluent pas la protection plus étendue qui, dans l'un des Etats contractants, est ou sera accordée en vertu de la législation interne ou d'autres conventions internationales aux dénominations et représentations graphiques de l'autre Etat contractant protégées selon les articles 2, 3 et 5, 2^e alinéa.

Article 11

(1) Une commission mixte composée de représentants des gouvernements de chaque Etat contractant sera créée en vue de faciliter l'exécution du présent traité.

(2) La commission mixte a pour tâche d'étudier les propositions qui visent à modifier ou étendre les listes des annexes A et B du présent traité et qui requièrent l'agrément des Etats contractants, ainsi que de discuter toutes questions relatives à l'application du présent traité.

(3) La commission mixte se réunit sur demande de l'un des Etats contractants.

Article 12

Les Etats contractants s'efforceront de régler par la voie diplomatique tous les cas de violation du présent traité portés à leur connaissance.

Article 13

(1) Le présent traité est soumis à ratification; les instruments de ratification seront échangés à Madrid dès que possible.

(2) Le présent traité entre en vigueur trois mois après l'échange des instruments de ratification et reste en vigueur sans limitation de durée.

(3) Chaque Etat contractant peut en tout temps dénoncer le présent traité en donnant un préavis d'un an.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Berne, le 9 avril 1974, en deux exemplaires originaux rédigés en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour la
Confédération suisse:
Graber

Pour
l'Etat espagnol:
Basa

Protocole

Les Hautes Parties Contractantes,

désirant apporter des précisions sur l'application de certaines dispositions du traité en date de ce jour sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et des dénominations similaires,

sont convenues des dispositions ci-après formant partie intégrante du traité:

1. Les articles 2 et 3 du présent traité n'obligent pas les Etats contractants à appliquer, au moment où les produits ou marchandises couverts par des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3 du traité sont mis dans le commerce sur leur territoire, les dispositions législatives et administratives de l'autre Etat contractant relatives au contrôle administratif, notamment celles qui concernent la tenue des registres d'entrée et de sortie et la circulation desdits produits ou marchandises.
2. Les articles 2 et 3 du traité ne sont pas applicables aux dénominations de races d'animaux.
Il en est de même pour les dénominations qui, en raison de la Convention internationale du 2 décembre 1961 pour la protection des obtentions végétales, doivent être employées pour désigner des variétés, à condition que cette convention soit entrée en vigueur dans les relations entre les Etats contractants.
3. Le traité ne porte pas atteinte aux dispositions réglementant dans chacun des Etats contractants l'importation de produits et de marchandises. L'article 7 reste réservé.
4. Les locutions latines correspondantes sont considérées comme des traductions des dénominations protégées selon les articles 2 et 3 du traité (art. 4, 2^e al., du traité); il en est de même du terme «romand» pour la dénomination «Suisse française». La protection accordée par l'article 4, 2^e alinéa, du traité, aux adjectifs dérivés de dénominations protégées s'étend également à l'abréviation «Bündner» dans le cas du nom du canton des Grisons.
5. La protection du nom «Iberia» résultant de l'article 2, alinéa 1 du traité n'exclut pas l'utilisation de ce nom en Suisse pour des produits ou marchandises de provenance portugaise.

6. Les noms des régions et provinces espagnoles, visés à l'article 2, premier alinéa du traité sont les suivants :

Régions

Andalucía	Castilla la Nueva	León
Aragón	Castilla la Vieja	Murcia
Asturias	Cataluña	Navarra
Baleares	Extremadura	Valencia
Canarias	Galicia	Vascongadas

Provinces

Alava	Granada	Palmas (Las P.)
Albacete	Guadalajara	Pontevedra
Alicante	Guipúzcoa	Sahara Español
Almería	Huelva	Salamanca
Avila	Huesca	Santa Cruz de Tenerife
Badajoz	Jaén	Santander
Baleares	León	Segovia
Barcelona	Lérida	Sevilla
Burgos	Logroño	Soria
Cáceres	Lugo	Tarragona
Cádiz	Madrid	Teruel
Castellón	Málaga	Toledo
Ciudad Real	Murcia	Valencia
Córdoba	Navarra	Valladolid
Coruña (La C.)	Orense	Vizcaya
Cuenca	Oviedo	Zamora
Gerona	Palencia	Zaragoza

7. Les noms des cantons suisses visés à l'article 3, premier alinéa du traité sont les suivants :

Appenzell	Glaris
Appenzell Rhodes Extérieures	Grisons
Appenzell Rhodes Intérieures	Lucerne
Argovie	Neuchâtel
Bâle	Saint-Gall
Bâle-Ville	Schaffhouse
Bâle-Campagne	Schwyz
Berne	Soleure
Fribourg	Tessin
Genève	Thurgovie

Unterwald	Valais
Obwald	Vaud
Nidwald	Zoug
Uri	Zurich

8. Les dénominations suivantes figurant aux annexes A et B au traité ne peuvent être utilisées dans l'autre Etat contractant qu'avec le nom du pays d'origine ou toute autre dénomination indiquant clairement la provenance du produit:

Vins

Dénominations espagnoles en Suisse:	Dénominations suisses en Espagne:
Barberá	Chablais
Conca de Barberá	Döttingen
Rodaña	Erlenbach
	Forst
	Hermitage
	Johannisberg
	Montagny
	Saint-Aubin
	Winkel

9. Les indications relatives aux qualités substantielles au sens de l'article 5 du traité sont:

Pour les vins espagnols:

Vino noble de mesa	Oloroso
Vino generoso	Amontillado
Generoso	Rancio
Fino	

Sur demande écrite de l'un des Etats contractants, la liste des indications figurant ci-dessus peut être modifiée ou complétée avec l'accord de l'autre Etat contractant. Toutefois, chaque Etat contractant a la faculté de limiter ladite liste d'indications de produits ou de marchandises provenant de son territoire sans l'accord de l'autre Etat contractant.

10. 1^o La protection conférée à la dénomination « Gruyère », figurant à l'annexe B au traité, est assurée tant que l'Espagne n'est pas partie à la Convention internationale sur l'emploi des appellations d'origine et dénominations de fromages, signée à Stresa le 1^{er} juin 1951.
- 2^o Le délai visé à l'article 8, 2^e alinéa, est porté à huit ans en faveur des personnes et des sociétés espagnoles qui, elles-mêmes ou leurs prédécesseurs

en droit, utilisaient licitement, pour des fromages espagnols, au moment de la signature du traité, la dénomination «Gruyère» sur le territoire de l'Etat espagnol.

11. Le délai visé à l'article 8, alinéa 1 du traité est porté à huit ans en ce qui concerne les récipients en verre ou de céramique sur lesquels est gravée une dénomination protégée en vertu du traité.

Fait à Berne, le 9 avril 1974, en deux exemplaires originaux rédigés en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour la
Confédération suisse:
Graber

Pour
l'Etat espagnol:
Basa

I. Communes et zones viticoles ayant droit d'utiliser les appellations d'origine citées en marge

Appellations d'origine	Communes	Communes
Jérez-Xeres-Sherry	Chiclana de la Frontera	Puerto Real
Manzanilla-Sanlúcar de Barrameda	Chipiona	Rota
	Jérez de la Frontera	Sanlúcar de Barrameda
	Puerto de Santa María	Trebujena
Málaga	Archidona	Montes de Málaga
	Competa	Ronda
	Cuevas de San Marcos	Torrox
	Málaga	Vélez Málaga
Montilla y Moriles	Aguilar de la Frontera	Montemayor
	Cabra	Montilla
	Córdoba	Monturque
	Doña Mencía	Nueva Carteya
	Los Moriles	Puente Genil
	Lucena	
	<i>Rioja Alta:</i>	
Rioja	Abalos	Cordovín
	Alesanco	Cuzcurrita
	Alesón	Entrena
	Anguciana	Fonzaleche
	Arenzana de Abajo	Fuenmayor
	Arenzana de Arriba	Gimileo
	Azofra	Haro
	Badarán	Herramélluri
	Baños de Río Tobía	Hormilla
	Bobadilla	Hormilleja
	Briñas	Hornos de Moncalvillo
	Briones	Huércanos
	Camprovín	Leiva
	Cañas	Logroño
	Canillas	Manjarrés
	Cárdenas	Medrano
	Casalarreina	Nájera
	Cellorigo	Navarrete
	Cenicero	Ochanduri
	Cihuri	Ollauri

Appellations d'origine

Rioja (suite)

Communes

Rodezno
Sajazarra
San Asensio
San Vicente
Sojuela
Sotés
Tirgo

Communes

Treviana
Tricio
Uruñuela
Ventosa
Villalba de Rioja
Villar de Torre
Zarratón

Rioja Alavesa:

Baños de Ebro
Barriobusto
Cripán
Elciego
Elvillar
Labastida
Labranza
Laguardia
Lanciego

La Puebla de Labarca
Leza
Moreda de Alava
Navaridas
Oyón
Salinillas de Buradón
Samaniego
Villabuena de Alava
Yécora

Rioja Baja:

Agoncillo
Alberite
Alcanadre
Aldeanueva de Ebro
Alfaro
Andosilla
Arnedo
Ausejo
Autol
Azagra
Bergasa
Calahorra
Corera
El Redal
El Villar de Arnedo
Galilea de Rioja

Grávalos
Lagunilla de Jubera
Mendavia
Murillo de Río Leza
Ocón
Pradejón
Quel
Ribafrecha
Rincón de Soto
San Adrián
Santa Engracia de Jubera
Sartaguda
Tudelilla
Viana
Villamediana de Iregua

Tarragona
Tarragona clásico
Tarragona campo

Alcover
Aleixar
Alforja
Alió
Almóster
Altafulla
Argentera

Ascó
Benisanet
Borjas del Campo
Botarell
Bràfim
Cabacés
Cambrils

Appellations d'origine	Communes	Communes	
Tarragona (suite)	Capsanes	Nulles	
	Castellvell	Pallaresos	
	Catllar	Perafort	
	Colldejón	Pobla de Mafumet	
	Constantí	Pobla de Montornés	
	Corbera	Prades	
	Cornulleda	Pratdip	
	Dosaiguas	Puigplat	
	Gandesa	Renau	
	García	Ruidecañas	
	Garidells	Ruidecòls	
	Ginestar	Rodaña	
	Guiamés	Rourell	
	La Canonja	Ruidóns	
	La Figuera	Salomó	
	La Nou de Gayá	Tarragona	
	La Riera	Tivisa	
	La Secuita	Torre de Fontambella	
	La Selva	Torre del Español	
	Marsá	Torredembarra	
	Maslloréns	Vallmell	
	Masó	Valls	
	Maspujols	Vandellós	
	Masroig	Vespella	
	Milá	Vilabella	
	Miravet	Vilallonga	
	Montbrío de Tarragona	Vilanova de Escornalbou	
	Montferri	Vilaplana	
	Montroig	Vilarredona	
	Mora la Nueva	Vilaseca	
	Mora de Ebro	Vinebre	
	Morell	Viñol y Archas	
	Priorato	Bellmunt	Porrera
		Falset	Reus
		Gratallops	Torroja
		La Morera de Montsant	Valls
		Lloá	Vilella Alta
Mola		Vilella Baja	
Ribero	Poboleda		
	Arnoya	Cenlle	
	Beade	Leiro	
	Carballeda de Avia	Ribadavia	
	Castrelo de Miño		

Appellations d'origine	Communes	Communes
Valdeorras	El Barco El Bollo Carballeda de Valdeorras Laroco	La Rúa Rubiana Villamartín
Alella	Alella Cabrils Martorellas Masnou Mongat Premiá de Mar San Ginés de Vilasar	San Fausto de Camp-centellas San Pedro de Premiá Santa María de Martorellas Teyá Tiana Vallromanas
Alicante	Agost Alicante Aspe Bañeres Benejama Biar Campo de Mirra Cañada de Alicante Castalla Elda Hondón de las Nieves Hondón de los Frailes Alcalalí Beniarbeig Benichembla Benidoleig Benimeli Benisa Benitachell Calpe Castell de Castells Denia Gata de Gorgos Jalón Jávea Liber	Ibi La Algueña Monforte del Cid Monóvar Novelda Onil Petrel Pinoso Salinas Sax Tibi Villena Mirafior Murla Ondara Orba Parcent Pedreguer Sagra Sanet y Negrals Senija Setla y Mirarroza Teulada Tormos Vall de Laguart Vergel
Valencia	Albaida Carlet Casinos	Chelva Játiva Liria

Appellations d'origine

Valencia (suite)

Communes

Onteniente
 Pedralba
 Sagunto

 Agullent
 Alcublas
 Alfarrasi
 Alpuente
 Aras de Alpuente
 Ayelo Malferit
 Baldovar
 Belgida
 Bellus
 Benaguacil
 Benicolet
 Beniganim
 Benisano
 Betera
 Bufali
 Bugarra
 Castellón de Rugat
 Catadau
 Cuatretonda
 Chulilla
 Guadasequies
 La Yesa
 Loriguilla

Utiel-Requena

Camporrobles
 Caudete de la Fuentes
 Fuenterrobles
 Requena
 Siete Aguas

Calderón
 Campo Arcis
 Casas Eufemia
 Casas de Moya
 Casas de Pradas
 Casas del Rey
 Casas de Soto
 Hortunas
 Jaraguas
 La Portera

Communes

Torrente
 Valencia
 Villar del Arzobispo

Losa del Obispo
 Luchente
 Llombay
 Mogente
 Moncada
 Monserrat
 Montaverner
 Montesa
 Montichelvo
 Montroy
 Olleria
 Otos
 Palomas
 Picasent
 Puebla del Duch
 Real de Montroy
 Ribarroja
 Rugat
 Terrateig
 Titaguas
 Vallada
 Villamarchante

Sinares
 Utiel
 Venta del Moro
 Villagordo del Cabriel

La Torre
 Las Cuevas
 Las Monjas
 Los Cojos
 Los Corrales
 Los Duques
 Los Isidros
 Los Mancos
 Los Pedrones
 Los Ruices

Appellations d'origine

Utiel-Requena
(suite)

Cheste

Cariñena

Navarra

Communes

Pontón
Rebollar
San AntonioAlborache
Buñol
Cheste
Chiva
Dos AguasAguarón
Alfamén
Almonacid de la Sierra
Alpartir
Cariñena
Consuenda*Ribera Baja: (Navarra)*Ablitas
Arguedas
Barillas
Cascante
Cintruénigo
Corella

Communes

San Juan
SardinerosGodolleta
Macastre
Turis
YátovaEncinacorba
Longares
Paniza
Tosos
Villanueva del Huerva*Ribera Alta: (Navarra)*Allo
Arellano
Armañanzas
Arróniz
Barbarín
Bargota
Bervinzana
Caparroso
Carcar
Carcastillo
Cáseda
Dicastillo
Desojo
El Busto
FaloesFunes
Gallipienzo
Lárraga
Lazagurria
Lerín
Losada
Los Arcos
Luquín
Marcilla
Mélida
Miranda de Arga
Moretín
Murillo el Cuende
Murillo el Fruto
Olite

Appellations d'origine	Communes	Communes
Navarra (suite)	Oteiza	Santacara
	Peralta	Sesma
	Pitillas	Tafalla
	San Martin de Unx	Tores del Rio
	Sansoain	Ujué
	Sansol	Villafranca

Valdizarbe:

Averín	Mendigorría
Adios	Muruzabal
Añorbe	Obanos
Artajona	Oloriz
Artazu	Orisoain
Ayegui	Pueyo
Barasoain	Puente la Reina
Biurrun	Tiebas
Cirauqui	Tirabo
Enériz	Ucar
Estella	Unzue
Garinoain	Uterga
Legarda	Villatuerta
Leoz	

Montaña: (Navarra)

Aibar	Lerga
Esclava	Liédana
Exprogui	Lumbier
Javier	Sada
Leache	Sangüesa
Panadés	
Aiguamurcia	Castellvi de la Marca
Albiñana	Creixell
Arbós	Cubellas
Aviñonet	Cunit
Bañeras	Fontrubí
Begas	Gelida
Bellvey	La Bisbal del Panadés
Cabrera de Igualada	La Granada
Calafell	La Janauca
Cañellas	Las Cabañas
Castellet y Cornal	Lloréns del Panadés

Appellations d'origine

Panadés (suite)

Communes

Mediona
 Montmell
 Olérdola
 Olesa de Bonesvalls
 Olivella
 Pachs
 Pla del Panadés
 Pontons
 Puigdalba
 Roda de Bará
 San Cugat Sasgarrigas
 San Jaime dels Domenys
 San Martín Sarroca
 San Pedro de Ribas
 San Pedro de Riudevittles

Jumilla

Albatana
 Fuente Alamo
 Hellín-Tobarra

Huelva

Almonte
 Beas
 Bollulos Par del Condado
 Bonares
 Chucena
 Hinojos
 La Palma del Condado
 Lucena del Puerto
 Manzanilla

Mancha

Barrax
 El Bonillo
 Fuensanta
 La Herrera
 La Roda
 Lezuza

Albaladejo
 Alcazar de San Juan
 Alcolea de Calatrava
 Aldea del Rey
 Alhambra
 Almagro

Communes

San Quintín de Mediona
 San Sadurn de Noya
 Santa Fé de Panadés
 Santa Margarita y Monjos
 Santa Oliva
 San Vicente de Calders
 Sitges
 Subirats
 Torrelavid
 Torellas de Foix
 Vendrell
 Villafranca del Panadés
 Villanueva y Geltrú
 Vilovi

Jumilla

Montealegre
 Ontur

Moguer

Niebla
 Palos de la Frontera
 Rociana del Condado
 San Juan del Puerto
 Trigueros
 Villalba del Alcor
 Vilarrasa

Mínaya

Montalvo
 Munera
 Ossa de Montiel
 Villarrobledo

Almedina

Almodóvar del Campo
 Arenas de San Juan
 Argamasilla de Alba
 Argamasilla de Calatrava
 Ballesteros de Calatrava

Appellations d'origine

Mancha (suite)

Communes

Bolaños de Calatrava
 Calzada de Calatrava
 Campo de Criptana
 Caracuel
 Carrión de Calatrava
 Carrizosa
 Castellar de Santiago
 Ciudad Real
 Daimiel
 Fernáncaballero
 Fuenllana
 Fuente del Fresno
 Granátula del Calatrava
 Herencia
 La Solana
 Las Labores
 Malagón
 Manzanares
 Membrilla
 Miguelturra
 Montiel
 Pedro Muñoz

Acebrón
 Alberca de Záncara
 Alcázar del Rey
 Alconchel de la Estrella
 Almendros
 Almonacid del Marquesa-
 do
 Atalaya de Cañavate
 Barajas de Melo
 Belinchón
 Belmonte
 Cañadajuncosa
 Carrasposa de Haro
 Casas de Fernando
 Alonso
 Casas de Guijarro
 Casas de Haro
 Casas de los Pinos
 Castillo de Garcimuñoz
 Cervera del Llano
 El Cañavate

Communes

Piedrabuena
 Poblete
 Porzuna
 Pozuelo de Calatrava
 Puebla del Príncipe
 Puerto Lápice
 San Carlos del Valle
 Santa Cruz de Mudela
 Socuéllamos
 Terrinches
 Tomelloso
 Torre de Juan Abad
 Torrenueva
 Torralba de Calatrava
 Valenzuela de Calatrava
 Villahermosa
 Villamanrique
 Villamayor de Calatrava
 Villanueva de la Fuente
 Villar del Pozo
 Villarta de San Juan
 Villarubia de los Ojos
 El Hito
 El Pedernoso
 El Provencio
 Fuente de Pedro Naharro
 Fuentelespino de Haro
 Honrubia
 Hontanaya
 Horcajo de Santiago
 Huelves
 La Almarcha
 La Hinojosa
 Las Mesas
 Las Pedroñeras
 Leganiel
 Los Hinojosos
 Montreal del Llano
 Montalbanejo
 Mota del Cuervo
 Olivares del Júcar
 Osa de la Vega
 Paredes

Appellations d'origine

Mancha (suite)

Communes

Pinarejo
 Pozoamargo
 Pozorrubio
 Puebla de Almenara
 Rada de Haro
 Rozalén del Monte
 Saelices
 San Clemente
 Santa María del Campo
 Rus
 Santa María de los Llanos
 Sisante
 Tarancón
 Torrubia del Castillo

 Ajofrín
 Almonacid de Toledo
 Cabañas de Yepes
 Cabezamesada
 Camuñas
 Consuegra
 Corral de Almaguer
 Chueca
 Dosbarrios
 El Toboso
 Huerta de Valdecarábanos
 La Guardia
 La Puebla de Almoradiel
 La Villa de Don Fadrique
 Lillo
 Los Yébenes
 Madridejos
 Manzaneque
 Marjaliza
 Mascaraque
 Miguel Esteban
 Mora
 Nambroca

Communes

Tresjuncos
 Tribaldos
 Uclés
 Vara del Rey
 Villaescusa de Haro
 Villalgardo del Marquesado
 Villamayor de Santiago
 Villar de Cañas
 Villar de la Encina
 Villarejo de Fuentes
 Villares de Saz
 Villarubio
 Zarza del Tajo

 Noblejas
 Ocaña
 Ontigola con Oreja
 Orgaz con Arisgotas
 Quero
 Quintanar de la Orden
 Romeral
 Santa Cruz de la Zarza
 Sonseca con Casalgordo
 Tembleque
 Turleque
 Urda
 Villacañas
 Villafranca de los Caballeros
 Villaminaya
 Villamuelas
 Villanueva de Alcardete
 Villanueva de Bogas
 Villarrubia de Santiago
 Villatobas
 Yepes

Manchuela

Abengibre
 Alatoz
 Albacete
 Alborea
 Alcalá del Júcar

Balsa de Ves
 Carcelén
 Casas de Juan Núñez
 Casas de Ves
 Casas-Ibañez

Appellations d'origine

Manchucla (suite)

Communes

Cenizate
 Fuentealbilla
 Golosalvo
 Jorquera
 La Gineta
 La Recueja
 Madrigueras
 Mahora
 Motilleja

 Alarcón
 Aliaguilla
 Almodóvar del Pinar
 Barchín del Hoyo
 Buenacho de Alarcón
 Campillo de Altobuey
 Cardeneto
 Casasimarro
 Castillejo de Iniesta
 Chumillas
 El Herrumblar
 El Peral
 El Picazo
 Enguidanos
 Gabaldón
 Garaballa
 Granja de Iniesta
 Granja de Campalbo
 Hontecillas
 Iniesta
 Landete
 La Pesquera
 Ledaña

Almansa

Almansa
 Alpera
 Bonete
 Caudete
 Chinchilla
 Corral Rubio

Méntrida

Alcabón
 Aldeaencabo
 Almorox

Communes

Navas de Jorquera
 Pozo-Lorente
 Tarazona de la Mancha
 Valdeganga
 Villa de Ves
 Villalgordo del Júcar
 Villamalea
 Villatoja
 Villavaliante

 Minglanilla
 Mira
 Montilla del Palancar
 Narboneta
 Olmedilla de Alarcón
 Paracuellos
 Piqueras del Castillo
 Pozoseco
 Puebla del Salvador
 Quintanar del Rey
 Rubielos Altos
 Rubielos Bajos
 Solera del Gabaldón
 Talayuelas
 Tébar
 Vallehermoso de la Fuente
 Valverdejo
 Villagarcía del Llano
 Villalpardo
 Villanueva de la Jara
 Villarta
 Villora
 Yémeda

Higuera
 Hoya Gonzalo
 Pétrola
 Pozohondo
 Villar de Chinchilla

Arcicollar
 Camarena
 Camarenilla

Appellations d'origine	Communes	Communes
Méntrida (suite)	Cardiel de los Montes Carmena Carpio de Tajo Casarrubios del Monte Castillo de Bayuela Chozas de Canales Domingo Pérez El Casar de Escalona Escalona Escalonilla Fuensalida Garciatún Hinojosa de San Vicente Hormigos Huecas Los Cerralbos Maqueda Méntrida Nombela	Noves Nuño Gómez Otero Paredes Pelahustán Portillo Puebla de Montalbán Quismondo Real de San Vicente Santa Cruz de Retamar Santa Olalla Torre de Esteban Hambrán Torrijos Val de Santo Domingo Valmojado Venta de Retamosa Villamiel
Valdepeñas	Santa Cruz de Mudela	Valdepeñas
Conca de Barberá	Barberá Blancafort Espluga de Francolí Montblanch Pira Rocafort de Queralt	Sarreal Solivella Vallclara Vilavert Vimbodí
Terra Alta	Arnés Batea Bot Caseras Corbera de Ebro Fatarella	Gandesa Horta de San Juan Prat de Compte Pinell de Bray Pobla de Masaluca Villalba de los Arcos
Valle de Monterrey	Castrelo del Valle Monterrey	Oimbra Verin
Yecla	Yecla	
Ampurdán-Costa Brava	Agullana Buadella Cabanas	Cadaqués Cantallops Capmany

Appellations d'origine**Ampurdán (suite)****Communes**

Cistella
Colera
Darnius
Espolla
Garriguella
La Junquera
Llansa
Llers
Masarach
Mollet de Perelada
Palau-Sabadera
Perelada
Pont de Molins

Communes

Portbou
Pou
Puerto de la Selva
Rabós
Rosas
San Clemente Sasebas
Selva del Mar
Terradas
Vilajuiga
Vilamaniscle
Vilanova de la Muga
Viure

Provincias	Communes	Zones
		Tierras de Hío y Aldán Valle Miñor
Oviedo	Cangas del Narcea	
Vizcaya	Baquio Ondárroa	
León	Cacabelos Villafranca del Bierzo Arganza Torale de los Vados Carracedelo Ponferrada Cabañas Raras Sancedo Priaranza del Bierzo Cubillos del Sil La Bañeza León Sahagún Valencia de Don Juan	El Bierzo La Bañeza
Zamora	Benavente Bermillo de Sayago Fuentesauco Toro Villalpando Zamora	
Salamanca	Peñaranda de Bracamonte Sequeros	
Avila	Cebreros Arévalo	Tierra de Cebreros
Burgos	Aranda de Duero Roa	Ribera del Duero
Palencia	Palencia	El Cerrato
Valladolid	La Seca Medina del Campo Medina de Rioseco	Ribera del Duero Tierra de Medina La Nava

Provinces	Communes	Zones
Barcelona (suite)	Granollers	
	Igualada	
	Manresa	
	Martorell	
	Mataró	
	Plá de Bajes	
	Sabadell	
Balears	San Feliú de Llobregat	
	Tarrasa	
	Benisaïem	
	Felanitx	
	Inca	
	Mallorca	
Cáceres	Manacor	
	Menorca	
	Cañameros	Montánchez
Badajoz	Montánchez	
	Alburquerque	Tierra de Barros
	Almendralejo	Almendralejo
	Badajoz	La Serena
	Guareña	
	Los Santos de Maimona	
	Mérida	
Zafra		
Madrid	Cadalso de los Vidrios	Arganda
	Cenicientos	
	Chinchón	
	Colmenar de Oreja	
	Navalcarnero	
	San Martín de Valdeiglesias	
	Valmojado	
	Villa del Prado	
Alicante	Alcoy	
	Benejama	
	Callosa de Ensarriá	
	Jijona	
Almería	Laujar	

Provinces	Communes	Zones
Castellón de la Plana	Albocácer Castellón San Mateo Vinaroz	
Granada	Albondón Albuñol Santa Fe de Granada	Costa de Granada
Murcia	Bullas	
Islas Canarias		Malvasía de Tenerife Malvasía de Lanzarote

III. Noms spécifiques de vins et de boissons dérivées du vin

Vins:	Cava (vin mousseux) Chacolí Criadera Granvás (vin mousseux) Palo Cortado Solera Vino enverado	
Boissons dérivées du vin:	Clarea Sangría Zurra	(excepté les boissons préparées sur place pour la consommation immédiate)

IV. Noms géographiques d'autres boissons alcooliques

Aguardiente de caña de Motril	Palo de Mallorca
Anís de Cazalla (protegido con Denominación de Origen)	Ron Canario
Anís de Chinchón	Ron de Motril
Anís de la Costa Brava	Ron Costa del Sol
Anís de Ojén	Sidra de Asturias
Anís de Rute	Sidra de Berriatúa
Ginebra de Menorca	Sidra de Ondárroa

V. Noms géographiques de fruits, de produits horticoles et d'autres produits de l'agriculture et de l'économie animale qui en sont dérivés

Fruits et produits horticoles

Aceituna gordal de Sevilla	Melocotón de Calanda
Aceituna manzanilla de Sevilla	Melones de Elche
Aceituna sevillana	Melones tendrales de Valencia
Alcaparras de Mallorca	Melones de Villaconejos
Alcaparras de Murcia	Naranja amarga de Sevilla
Almendras de Mallorca	Pasas de Denia
Almendras de Tarragona	Pasas de Malaga
Avellanas de Tarragona	Pepinos de Calahorra
Cebollas de Liria	Pepinos de Gran Canaria
Cebollas de Valencia	Peras de Aranjuez
Cerezas de Jerte	Peras limoneras de Extremadura
Ciruelas claudias de Tolosa	Peras limoneras de Lérida
Dátiles de Elche	Pimiento de Murcia
Espárragos de Aranjuez	Pimiento de la Rioja
Fresas y fresones de Aranjuez	Plátanos de Canarias
Higos secos de Fraga	Tomate de Alicante
Higos secos de Huelva	Tomate de Canarias
Limonos de Murcia	Uvas de Aledo
Melocotones de Aragón	Uvas de Almería
Melocotones de Lérida	Uvas de Málaga
Melocotones de Murcia	

Autres produits de l'agriculture

Azafrán de La Mancha	Pimentón de Murcia
Claveles de La Maresma	Pimentón de La Vera

Produits de l'économie animale et de l'agriculture

Butifarra catalana	Morcilla de Burgos
Chorizo de Cantimpalos	Queso de Burgos
Chorizo de Pamplona	Queso de Cabrales
Jamón de Jabugo	Queso gallego
Jamón de Cumbres Mayores	Queso de Herencia
Jamón de Trévez	Queso de Idiazábal
Jamón serrano	Queso de Mahón (España)
Lacón de Galicia	Queso manchego
Miel de La Alcarria	Queso del Roncal

Queso de San Simón
 Queso de Villalón
 Queso de Aragón
 Queso de los Bellos (bellusco)
 Queso de Cervera
 Queso de Gobeá
 Queso de Grazañema
 Queso de Orduña
 Queso de Oropesa
 Queso de los Pedroches

Queso de Puzol
 Queso torta del Casar
 Queso de La Armada
 Queso del Cebrero
 Queso de Gamonedo
 Queso de León
 Queso pasiego
 Queso de Ulloa
 Salchichón de Vich
 Sobreasada de Mallorca

Produits manufacturés et conserves

Aceite de Baena
 Aceite de Borjas Blancas
 Aceite de Tortosa
 Almendras de Alcacá
 Callos madrileña (exclusivement
 sous forme de conserves)
 Callos riojana (exclusivement
 sous forme de conserves)
 Cigarrillos de Canarias
 Cocido madrileño (exclusivement
 sous forme de conserves)
 Dulce de membrillo de Puente Genil

Fabada asturiana (exclusivement
 sous forme de conserves)
 Frutas confitadas de Aragón
 Mantequilla de Soria
 Mazapán de Toledo
 Paella Valenciana (exclusivement
 sous forme de conserves)
 Puros de Canarias
 Turrón de Alicante
 Turrón de Guirlache de Zaragoza
 Turrón de Jijona

VI. Noms géographiques de produits industriels

Articles en cuir

Calzado de Elda
 Calzado de Inca

Calzado de Menorca
 Marroquinería de Ubrique

Articles textiles

Alfombras de La Alpujarra
 Alfombras de esparto de Ubeda
 Bordados de Lagartera
 Bordados de Mallorca

Goyescas, mantillas y velos de Granada
 Mantas de Palencia
 Paños de Sabadell
 Paños de Tarrasa

Céramique

Cerámica de Manises
 Cerámica de Talavera

Porcelana del Bidasoa

Meubles

Muebles de Manacor

Muebles de Sonseca

Orfèvrerie, joaillerie, filigrane et ferronnerie d'art

Artesanía de Eibar

Artesanía de Toledo

Bisutería de Menorca

Filigrana de Córdoba

Filigrana charra (Salamanca)

Hierros artísticos de Toledo

Perlas de Manacor o de Mallorca

Armes

Armas de fuego de Eibar

Espadas y cuchillos de Toledo

Navajas cuchillos de Albacete

VII. Noms géographiques d'eaux minérales

Agua de Betelú

Agua de Carabaña

Agua de Verín

Agua de Lanjarón

Agua de Malavella

Agua de Mondariz

Agua de Solares

I. Vins

A. Suisse romande

Indication de provenance régionale:

Oeil de Perdrix

1. Canton du Valais

Indications de provenance régionales:

Amigne	Humagne
Arvine	Johannisberg
Dôle	Rouge d'enfer (Höllenstein)
Fendant	Vin des payens (Heidenwein)
Goron	Vin du Glacier
Hermitage (ou Ermitage)	

Noms de communes, de crus et de clos:

Ardon	Miège
Ayent	Molignon
Bramois (Brämis)	Montagnon
Branson	Montana
Chalais	Muraz
Chamoson	Ollon
Champlan	Pagane
Charrat	Raron (Rarogne)
Châtaignier	Riddes
Chermignon	Saillon
Clavoz	Saint-Léonard
Conthey	Saint-Pierre de Clages
Coquimpex	Salquenen (Salgesch)
Corin	Savièse
Fully	Saxon
Grand-Brûlé	Sierre (Siders)
Granges	Signèse
Grimisuat	Sion (Sitten)
La Folie	Uvrier
Lentine	Varen (Varone)
Leuk (Loèche)	Vétroz
Leytron	Veyras
Magnot	Visp (Viège)
Martigny (Martinach)	Visperterminen

2. Canton de Vaud

Noms de régions :

Bonvillars	Les Côtes de l'Orbe
Chablais	Lavaux
La Côte	Vully

Indications de provenance régionales :

Dorin	Salvagnin
-------	-----------

Noms de communes, de crus et de clos :

Bonvillars

Bonvillars	Grandson
Concise	Onnens
Corcelles	

Chablais

Aigle	Villeneuve
Bex	Yverne
Ollon	

La Côte

Aubonne	Gilly
Begnins	Gollion
Bougy-Villars	Luins
Bursinel	Mont-sur-Rolle
Bursins	Morges
Château de Luins	Nyon
Chigny	Perroy
Coinsins	Rolle
Coteau de Vincy	Tartegnin
Denens	Vinzel
Féchy	Vufflens-le-Château
Founex	

Lavaux

Blonay	Cully
Burignon	Cure d'Attalens
Calamin	Dézaley
Chardonne	Epesses
Châtelard	Faverges
Chexbres	Grandvaux
Corseaux	Lutry
Corsier	Montagny

Montreux
 Paudex
 Pully
 Riex
 Rivaz
 Saint-Légier

Saint-Saphorin
 Savuit
 Treytorrens
 Vevey
 Villette

Les Côtes de l'Orbe

Arnex
 Orbe

Valleyres sous Rance

Vully

Vallamand

3. Canton de Genève

Indication de provenance régionale:

Perlan

Nom de région:

Mandement

Noms de communes, de crus et de clos:

Bernex
 Bourdigny
 Dardagny
 Essertines
 Jussy

Lully
 Meinier
 Peissy
 Russin
 Satigny

4. Canton de Neuchâtel

Nom de région:

La Béroche

Noms de communes, de crus et de clos:

Auvernier
 Bevaix
 Bôle
 Boudry
 Champréveyres
 Colombier
 Corcelles
 Cormondrèche

Cornaux
 Cortaillod
 Cressier
 Hauterive
 La Coudre
 Le Landeron
 Saint-Aubin
 Saint-Blaise

5. Canton de Fribourg

Nom de région:

Vully

Noms de communes, de crus et de clos:

Cheyres	Nant
Môtier	Praz
Mur	Sugiez

6. Canton de Berne

Nom de région:

Lac de Biemme

Noms de communes, de crus et de clos:

Alfermée	Oberhofen
Chavannes (Schafis)	Schernelz (Cergnaux)
Erlach (Cerlier)	Spiez
Ile de Saint-Pierre (St. Petersinsel)	Tüscherz (Daucher)
La Neuveville (Neuenstadt)	Twann (Douanne)
Ligerz (Gléresse)	Vingelz (Vigneule)

B. Suisse orientale

Indication de provenance régionale:

Clevner

1. Canton de Zurich

Noms de régions:

Zürichsee	Weinland/Kanton Zürich (non pas
Limmattal	«Weinland» sans adjonction)
Zürcher Unterland	

Indications de provenance régionales:

Weinlandwein	Zürichseewein
--------------	---------------

Noms de communes, de crus et de clos:

Zürichsee

Appenhalde	Feldbach
Erlenbach	Herrliberg

Hombrechtikon	Schipfgut
Küsnacht	Stäfa
Lattenberg	Sternenhalde
Männedorf	Turmgut
Mariahalde	Uetikon am See
Meilen	Wädenswil

Limmattal

Weiningen

Zürcher Unterland

Bachenbülach	Oberembrach
Boppelsen	Otelfingen
Buchs	Rafz
Bülach	Regensberg
Dättlikon	Schloss Teufen
Dielsdorf	Steig-Wartberg
Eglisau	Wasterkingen
Freienstein	Wil
Heiligberg	Winkel
Hüntwangen	

Weinland|Kanton Zürich

(et non «Weinland» sans adjonction)

Andelfingen	Rickenbach
Benken	Rudolfingen
Berg am Irchel	Schiterberg
Dachsen	Schloss Goldenberg
Dinhard	Stammheim
Dorf	Trüllikon
Flaach	Trüllisberg
Flurlingen	Truttikon
Henggart	Uhwiesen
Hettlingen	Volken
Humlikon	Wiesendangen
Neftenbach	Winterthur-Wülflingen
Ossingen	Worrenberg
Rheinau	

2. Canton de Schaffhouse

Noms de communes, de crus et de clos:

Beringen	Buchberg
Blaurock	Chäferstei

Dörflingen
Eisenhalde
Gächlingen
Hallau
Heerenberg
Löhningen
Munot
Oberhallau

Osterfingen
Rheinhalde
Rüdlingen
Siblingen
Stein am Rhein
Thayngen
Trasadingen
Wilchingen

3. Canton de Thurgovie

Noms de communes, de crus et de clos:

Amlikon
Arenenberg
Bachtobel
Burghof
Ermatingen
Götighofen
Herdern
Hüttwilen
Iselisberg
Kalchrain
Karthause

Karthause Ittingen
Neunforn
Nussbaumen
Ottenberg
Ottoberger
Schlattingen
Sonnenberg
Untersee
Warth
Weinfeldern

4. Canton de Saint-Gall

Noms de communes, de crus et de clos:

Altstätten
Au
Balgach
Berneck
Buchberg
Eichberg
Forst
Freudenberg
Marbach
Mels
Monstein
Pfäfers

Pfauenhalde
Ragaz
Rapperswil
Rebstein
Rosenberg
Sargans
Thal
Walenstadt
Wartau
Werdenberg
Wil

5. Canton des Grisons

Noms de communes, de crus et de clos:

Chur
Costams
Domat/Ems

Fläsch
Igis

Jenins
 Maienfeld
 Malans

St. Luzisteig
 Trimmis
 Zizers

6. Canton d'Argovie

Noms de communes, de crus et de clos:

Auenstein
 Birmenstorf
 Bödeler
 Bözen
 Brestenberg
 Döttingen
 Effingen
 Elfingen
 Ennetbaden
 Goldwand
 Herrenberg
 Hornussen
 Hottwil
 Klingnau
 Küttigen

Mandach
 Oberflachs
 Remigen
 Rüfenach
 Rütiberg
 Schinznach
 Schlossberg
 Seengen
 Steinbruck
 Stiftshalde
 Tegerfelden
 Villigen
 Wessenberg
 Wettingen
 Zeiningen

C. Autres cantons suisses

1. Canton de Bâle-Campagne

Noms de communes, de crus et de clos:

Aesch
 Arlesheim
 Benken
 Biel
 Buus
 Klus

Maisprach
 Muttenz
 Pratteln
 Tschäpperli
 Wintersingen

2. Canton de Lucerne

Nom de commune:

Heidegg

3. Canton de Schwyz

Nom de commune:

Leutschen

4. Canton du Tessin

Indications de provenance régionales:

Bondola

Nostrano

II. Alimentation et agriculture

Articles de boulangerie, de pâtisserie et de confiserie

«Grüessli» d'Aegeri

(Aegeri Grüessli)

«Räben» de Baar

(Baarer Räben)

«Kräbeli» de Baden

(Badener Kräbeli)

Bricelets de l'Emmental

(Emmentaler Bretzeli)

Gâteau aux noix de l'Engadine

(Engadiner Nusstorte)

Délices fourrées de Gottlieben

(Gottlieber Hüppen)

Pain de paysan d'Hegnau

(Hegnauer Bauernbrot)

Gaufrettes du Jura (Jura Waffeln)

Languettes du Jura (Jura Züngli)

Biscuits du Léman

Gaufrettes et biscuits

du Toggenburg

Anneaux de Willisau

(Willisauer Ringli)

Biscuits de Winterthour

(Winterthurer Kekse)

Bière

Bière de Baar

Bière de Bellinzone

Bière de Bütschwil

Bière de Calanda

Bière de Coire

Bière de Eichhof

Bière de l'Engadine

Bière de Frauenfeld

Bière du Gurten

Bière de Hochdorf

Bière de Langenthal

Bière d'Orbe

Bière de Rheinfelden

Bière de Schwanden

«Märzen» de Uetliberg

Bière de Uster

Uto

Bière de Wädenswil

Bière de Weinfelden

Bière de Wil

Bière de Winterthour

Comestibles

Escargots d'Areuse

Poissons

Féras de Hallwil

(Hallwiler Balchen)

Féras de Sempach

(Sempacher Balchen)

Viandes

Saucisses d'Ajoie	«Schüblig», saucisson-jambon
«Schüblig» de Bassersdorf	d'Hallau
Saucisse de l'Emmental	Charcuterie payernoise

Produits d'horticulture

Oignon de semence d'Oesingen

Conserves

Conserves de Bischofszell	Conserves de Rorschach
Conserves de Lenzburg	Conserves de Sargans
Confitures de Lenzburg	Conserves de Wallisellen

Produits laitiers et fromagers

Arenenberg	Gruyère (Greyerzer Käse,
Bagnes	Gruviera) (mais non le Gruyère
«Mutschli» de Brienz	d'origine française)
(Brienzer Mutschli)	Vacherin Mont d'Or
Fromage de Conches	Fromage de Piora
(Gomser Käse)	Fromage de Saanen
Fromage d'Emmental	Sbrinz
(Emmentaler Käse) (mais non	Tête de Moine (Bellelay Käse)
Emmental avec indication du pays	Fromage de l'Urserntal
de fabrication, en caractères de	(Ursernkäse)
mêmes types, dimensions et	
couleurs)	

Eaux minérales

Adelboden	Rhäzüns
Aproz	Rheinfelden
Eglisau	Romanel
Elm	Sassal
Eptingen	Schwarzenburg
Gonten	Sissach
Gontenbad	Unter Rechstein
Henniez	Vals
Knutwil	Valser St. Petersquelle
Lqstorf	Walzenhausen
Meltingen	Weissenburg
Nendaz	Zurzach
Passugg	

Spiritueux

Marc d'Auvernier	Kirsch du Fricktal
Kirsch de la Béroche	Eau-de-vie d'herbes du Gotthard (Gotthard Kräuterbranntwein)
«Röteli» de Coire (Churer Röteli)	Liqueur Grande Gruyère
Bérudges de Cornaux	Gentiane du Jura
Marc de Cressier	Vieille lie du Mandement
Marc de Dôle	Kirsch du Rigi
Kirsch de l'Emmental	Schwarzbuben Kirsch
Eau-de-vie de prunes du Freiamt (Freiämter Pflümliwasser)	Eau-de-vie de prunes du Seeland
Eau-de-vie de poires «Theiler» du Freiamt (Freiämter Theilers Birnenbranntwein)	Kirsch de Spiez
Eau-de-vie de quetsches du Freiamt (Freiämter Zwetschgenwasser)	Eau-de-vie d'herbes de la Suisse centrale (Innerschwyzzer Kräuter- branntwein)
Kirsch du Freiamt	Kirsch de la Suisse centrale (Urschwyzzer Kirsch)
Eau-de-vie de prunes du Fricktal	Spiritueux de Worb

Tabac

Brissago

III. Produits industriels**Verrerie et porcelaines**

Verre de Bülach	Verre de Saint-Prex
Porcelaine de Langenthal	Cristal de Sarnen

Produits des arts industriels

Pendulettes de Brienz	Masques du Lötschental
Sculptures sur bois de Brienz	Meubles de Saas

Machines, quincaillerie

Tuyaux de Choindez	Machines, produits en métal léger de Menziken
Profilé spécial de Gerlafingen	Articles de canalisation de Rondez
Robinetterie de Klus	

Articles de papier

Papier de Cham	Papier de Perlen
Papier de Landquart	

Jeux, jouets et instruments de musique**Boîtes à musique de Sainte-Croix****Poterie, pierres, terres**

Granite de Andeer

Granite de Calanca

Quartzite de Calanca

Calcaire de Lägern

Serpentine de Poschiavo

Quartzite de San Bernardino

Quartzite de Soglio

Gravier de Weiach

Produits textiles

Fil d'Aegeri (Aegeri Garne)

Tissage de Hasli (Hasliweberei)

Fil de la Lorze (Lorze-Garne)

Tissage à la main de Saas

(Saaser Handgewebe)

Tissage du Toggenburg

(Toggenburger Gewebe)

Etoffe de Truns (Trunser Stoffe)

Traité
entre la Confédération Suisse et la République Française
sur la protection des indications de provenance,
des appellations d'origine et d'autres dénominations
géographiques

Le Conseil fédéral Suisse

et

*Le Président du Sénat exerçant provisoirement
les fonctions du Président de la République Française*

considérant l'intérêt des deux Etats contractants à protéger efficacement contre la concurrence déloyale les produits naturels et fabriqués et notamment les indications de provenance y compris les appellations d'origine, ainsi que d'autres dénominations géographiques réservées à certains produits ou marchandises déterminés,

sont convenus de conclure un traité à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir

Le Conseil fédéral Suisse:

M. Pierre Graber, Conseiller fédéral, Chef du Département Politique Fédéral

Le Président du Sénat exerçant provisoirement les fonctions du Président de la République Française

M. Bernard Dufournier, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française en Suisse.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Chacun des Etats contractants s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour protéger efficacement

- 1) les produits naturels et fabriqués originaires du territoire de l'autre Etat contractant contre la concurrence déloyale dans les activités industrielles et commerciales,
- 2) les noms, dénominations et représentations graphiques mentionnés aux articles 2, 3 et 5, 2^e alinéa, ainsi que les dénominations figurant dans les annexes A et B au présent traité, conformément à ce traité et au protocole qui y est annexé.

Article 2

(1) Les noms «République Française», «France» et ceux des anciennes provinces françaises ainsi que les dénominations figurant à l'annexe A au présent traité, lorsque les alinéas 2 à 4 n'en disposent pas autrement, sont exclusivement réservés, sur le territoire de la Confédération suisse, aux produits ou marchandises français et ne peuvent y être utilisés que dans les conditions prévues par la législation de la République Française. Toutefois, certaines dispositions de cette législation peuvent être déclarées inapplicables par un protocole.

(2) Si l'une des dénominations figurant à l'annexe A au présent traité est utilisée pour d'autres produits ou marchandises que ceux auxquels elle est attribuée dans l'annexe A, le premier alinéa n'est applicable que:

1. lorsque l'utilisation est de nature à porter préjudice, dans le domaine de la concurrence, aux entreprises qui emploient licitement la dénomination pour des marchandises ou produits français figurant à l'annexe A, à moins qu'il n'existe un intérêt légitime à utiliser la dénomination sur le territoire de la Confédération suisse pour des produits ou marchandises qui ne sont pas d'origine française

ou

2. lorsque l'utilisation est de nature à affaiblir la renommée particulière ou le pouvoir attractif particulier de la dénomination.

(3) Si l'une des dénominations protégées selon le premier alinéa correspond au nom d'une région ou d'un lieu situé hors du territoire de la République Française, le premier alinéa n'exclut pas que la dénomination soit utilisée pour des produits ou marchandises fabriqués dans cette région ou dans ce lieu. Toutefois, des prescriptions complémentaires peuvent être édictées par un protocole.

(4) Les dispositions du premier alinéa n'empêchent pas, en outre, quiconque d'indiquer son nom, sa raison de commerce dans la mesure où elle comprend le nom d'une personne physique, et son domicile ou son siège, sur des produits ou marchandises, sur leur emballage, sur des papiers d'affaires ou dans la publicité, en tant que ces indications ne servent pas à distinguer les produits ou marchandises. L'utilisation du nom et de la raison de commerce comme signe distinctif est cependant licite si un intérêt légitime la justifie.

(5) Les alinéas 2 à 4 ne s'appliquent que sous réserve de l'article 5.

Article 3

(1) Les noms «Confédération suisse», «Confédération», «Suisse», ceux des cantons suisses, ainsi que les dénominations figurant à l'annexe B au présent traité, lorsque les alinéas 2 à 4 n'en disposent pas autrement, sont exclusivement réservés sur le territoire de la République Française aux produits ou marchandises suisses et ne peuvent y être utilisés que dans les conditions prévues par la législation suisse. Toutefois, certaines dispositions de cette législation peuvent être déclarées inapplicables par un protocole.

(2) Si l'une des dénominations figurant à l'annexe B au présent traité est utilisée pour d'autres produits ou marchandises que ceux auxquels elle est attribuée dans l'annexe B, le premier alinéa n'est applicable que:

1. lorsque l'utilisation est de nature à porter préjudice, dans le domaine de la concurrence, aux entreprises qui emploient licitement la dénomination pour des produits ou marchandises suisses figurant à l'annexe B, à moins qu'il n'existe un intérêt légitime à utiliser la dénomination sur le territoire de la République Française pour des produits ou marchandises qui ne sont pas d'origine suisse

ou

2. lorsque l'utilisation est de nature à affaiblir la renommée particulière ou le pouvoir attractif particulier de la dénomination.

(3) Si l'une des dénominations protégées selon le premier alinéa correspond au nom d'une région ou d'un lieu situé hors du territoire de la Confédération suisse, le premier alinéa n'exclut pas que la dénomination soit utilisée pour des produits ou marchandises fabriqués dans cette région ou dans ce lieu. Toutefois, des prescriptions complémentaires peuvent être édictées par un protocole.

(4) Les dispositions du premier alinéa n'empêchent pas, en outre, quiconque d'indiquer son nom, sa raison de commerce dans la mesure où elle comprend le nom d'une personne physique, et son domicile ou son siège, sur des produits ou marchandises, sur leur emballage, sur des papiers d'affaires ou dans la publicité, en tant que ces indications ne servent pas à distinguer les produits ou marchandises. L'utilisation du nom et de la raison de commerce comme signe distinctif est cependant licite si un intérêt légitime la justifie.

(5) Les alinéas 2 à 4 ne s'appliquent que sous réserve de l'article 5.

Article 4

(1) Si des noms ou des dénominations protégés en vertu des articles 2 et 3 sont utilisés dans les activités industrielles et commerciales en violation de ces dispositions pour des produits ou marchandises, ou leur conditionnement ou leur emballage, ou sur des factures, lettres de voiture ou autres papiers d'affaires ou dans la publicité, cette utilisation est réprimée en vertu même du traité par tous les moyens judiciaires ou administratifs, y compris la saisie, qui, selon la

législation de l'Etat contractant dans lequel la protection est revendiquée, peuvent servir à lutter contre la concurrence déloyale ou à réprimer par tout autre moyen l'utilisation illicite de dénominations.

(2) Les dispositions du présent article s'appliquent même lorsque ces noms ou dénominations sont utilisés soit en traduction, soit avec l'indication de la provenance véritable, soit avec l'adjonction de mots tels que «genre», «type», «façon», «imitation» ou de termes similaires, soit sous une forme modifiée, si un danger de confusion subsiste malgré la modification.

(3) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux produits ou marchandises en transit.

Article 5

(1) Les dispositions de l'article 4 s'appliquent également lorsque, pour des produits ou marchandises, ou leur conditionnement ou leur emballage, ainsi que sur les factures, lettres de voiture ou autres papiers d'affaires, ou dans la publicité, sont utilisés des signes distinctifs, marques, noms, inscriptions ou représentations graphiques qui contiennent directement ou indirectement des indications fausses ou fallacieuses sur la provenance, l'origine, la nature, la variété ou les qualités substantielles des produits ou marchandises.

(2) Les noms ou représentations graphiques de lieux, édifices, monuments, rivières, montagnes, etc. qui, pour une partie importante du public ou des milieux commerciaux intéressés de l'Etat contractant dans lequel la protection est revendiquée, évoquent l'autre Etat contractant ou un lieu ou une région de cet Etat, sont considérés comme des indications fausses ou fallacieuses sur la provenance au sens du 1^{er} alinéa, s'ils sont utilisés pour des produits ou marchandises qui ne sont pas originaires de cet Etat, à moins que, en l'espèce, on ne puisse attribuer raisonnablement au nom ou à la représentation graphique que le sens d'une indication de qualité ou qu'un caractère de fantaisie.

Article 6

Les actions pour violation du présent traité peuvent être intentées devant les tribunaux des Etats contractants non seulement par les personnes et sociétés qui, d'après la législation des Etats contractants, ont qualité pour les introduire, mais aussi par les associations et groupements qui directement ou indirectement représentent les producteurs, fabricants, commerçants ou consommateurs intéressés et qui ont leur siège dans l'un des Etats contractants, en tant que la législation de l'Etat dans lequel se trouve ce siège leur donne qualité pour agir en matière civile et dans la mesure où la législation de l'Etat où l'action est envisagée le permet aux associations et groupements similaires de ce dernier Etat. Sous les mêmes conditions, ils peuvent faire valoir des droits et des moyens de droit en procédure pénale, dans la mesure prévue par la législation de l'Etat dans lequel la procédure se déroule.

Article 7

(1) Les produits et marchandises, les emballages, factures, lettres de voiture et autres papiers d'affaires, ainsi que les moyens publicitaires qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent traité, se trouvent sur le territoire de l'un des Etats contractants et qui ont été munis licitement d'indications dont le présent traité prohibe l'utilisation, peuvent encore être écoulés ou utilisés pendant un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité.

(2) En outre, les personnes ou sociétés qui, à la date de la signature du traité, ont déjà utilisé licitement l'une des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3, sont en droit de poursuivre l'utilisation pendant un délai expirant six ans après l'entrée en vigueur du traité. Ce droit ne peut être transmis par dispositions pour cause de mort ou actes entre vifs qu'avec l'entreprise ou la partie de l'entreprise concernée.

(3) Lorsqu'une des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3 constitue un élément d'une raison de commerce déjà utilisée licitement au moment de la signature du traité, les dispositions de l'article 2, 4^e alinéa, première phrase, et de l'article 3, 4^e alinéa, première phrase, sont applicables même si cette raison de commerce ne comprend pas le nom d'une personne physique. Le 2^e alinéa, deuxième phrase, est applicable.

(4) Le présent article ne s'applique que sous réserve de l'article 5.

Article 8

(1) Les listes figurant dans les annexes A et B au présent traité peuvent être modifiées ou étendues par échange de notes. Cependant chaque Etat contractant peut réduire la liste des dénominations afférentes aux produits ou marchandises provenant de son territoire sans l'accord de l'autre Etat contractant.

(2) Les dispositions de l'article 7 sont applicables en cas de modification ou d'extension de la liste des dénominations afférentes aux produits ou marchandises provenant du territoire de l'un des Etats contractants; la date de la publication de la modification ou de l'extension par l'autre Etat contractant est déterminante au lieu de la date de la signature et de l'entrée en vigueur du traité.

Article 9

Les dispositions du présent traité n'excluent pas la protection plus étendue qui, dans l'un des Etats contractants, est ou sera accordée en vertu de la législation interne ou d'autres conventions internationales aux dénominations et représentations graphiques de l'autre Etat contractant protégées selon les articles 2, 3 et 5, 2^e alinéa.

Article 10

(1) Une commission mixte composée de représentants des gouvernements de chaque Etat contractant sera créée en vue de faciliter l'exécution du présent traité.

(2) La commission mixte a pour tâche d'étudier les propositions qui visent à modifier ou étendre les listes des annexes A et B au présent traité et qui requièrent l'agrément des Etats contractants, ainsi que de discuter toutes questions relatives à l'application du présent traité.

(3) Chaque Etat contractant peut demander la réunion de la commission mixte.

Article 11

Le présent traité est applicable aux territoires de la République Française.

Article 12

(1) Le présent traité est soumis à ratification; les instruments de ratification seront échangés à Paris dès que possible.

(2) Le présent traité entre en vigueur trois mois après l'échange des instruments de ratification et reste en vigueur sans limitation de durée.

(3) Chacun des Etats contractants peut en tout temps dénoncer le présent traité en donnant à cet effet un préavis écrit d'un an à l'autre Etat.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Berne, le 14 mai 1974, en deux exemplaires originaux rédigés en langue française.

Pour la
Confédération suisse:
Graber

Pour la
République Française:
Dufournier

Protocole

Les Hautes Parties Contractantes,

Désirant apporter des précisions sur l'application de certaines dispositions du traité en date de ce jour sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques,

Sont convenues des dispositions ci-après formant partie intégrante du traité:

1. Les articles 2 et 3 du présent traité n'obligent pas les Etats contractants à appliquer, au moment où des produits ou marchandises couverts par des dénominations protégées en vertu des articles 2 et 3 du traité sont mis dans le commerce sur leur territoire, les dispositions législatives et administratives de l'autre Etat contractant relatives au contrôle administratif, notamment celles qui concernent la tenue des registres d'entrée et de sortie et la circulation desdits produits ou marchandises.

2. Les articles 2 et 3 du traité ne sont pas applicables aux dénominations de races d'animaux.

Il en est de même pour les dénominations qui, en raison de la convention internationale du 2 décembre 1961 pour la protection des obtentions végétales, doivent être employées pour désigner des variétés, à condition que cette convention soit entrée en vigueur dans les relations entre les Etats contractants.

3. Le traité ne porte pas atteinte aux dispositions réglementant dans chacun des Etats contractants l'importation de produits et de marchandises.

4. Les locutions latines correspondantes sont considérées comme des traductions des dénominations protégées selon les articles 2 et 3 du traité (art. 4, 2^e al., du traité); il en est de même du terme «romand» pour la dénomination «Suisse française». La protection accordée par l'article 4, 2^e alinéa, du traité, aux adjectifs dérivés de dénominations protégées s'étend également à l'abréviation «Bündner» dans le cas du nom du canton des Grisons.

5. Les noms des anciennes provinces françaises, visés à l'article 2, premier alinéa du traité sont les suivants :

Alsace	Dauphiné	Comté de Nice
Angoumois	Flandre	Nivernais
Anjou	Comté de Foix	Normandie
Artois	Franche-Comté	Orléanais
Aunis	Gascogne	Picardie
Auvergne	Guyenne	Poitou
Béarn	Ile de France	Provence
Berry	Languedoc	Roussillon
Bourbonnais	Limousin	Saintonge
Bourgogne	Lorraine	Savoie
Bretagne	Lyonnais	Touraine
Champagne	Maine	Comtat Venaissin
Corse	Marche	

6. La protection du nom «Suisse» résultant de l'article 3 du traité, alinéa 1, n'exclut pas l'utilisation en France de la dénomination «Petit Suisse» pour des fromages fabriqués en France.
7. Les dénominations homonymes suivantes, figurant aux annexes A et B au traité ne peuvent être utilisées dans l'autre Etat contractant qu'avec le nom du pays d'origine ou toute autre dénomination géographique indiquant clairement la provenance du produit.

Vins

Hermitage
Montagny
Saint-Aubin

Eaux minérales

Vals

– La liste de ces dénominations peut être modifiée selon la procédure prévue à l'article 8 du traité.

8. Le délai prévu à l'article 7, 2^e alinéa, du traité, est porté à 20 ans en faveur des personnes et des sociétés qui, elles-mêmes ou leurs prédécesseurs en droit, utilisaient licitement depuis plus de cinquante ans au moment de la signature du traité l'une des dénominations protégées selon les articles 2 ou 3 du traité. Cette disposition ne s'applique pas aux noms «Suisse» ou «France».
9. L'inscription de la dénomination «Sbrinz» à l'annexe B au traité n'exclut pas son utilisation en France pour des fromages qui ne sont pas d'origine suisse, à condition qu'elle soit accompagnée de l'indication du pays de

fabrication en caractères identiques dans leurs types, dimensions et couleurs à ceux de la dénomination. Cette disposition n'est valable que pour autant que la Suisse et la France soient membres de la Convention signée à Stresa le 1^{er} juin 1951 ou que cette dénomination ne soit pas retirée de l'annexe B à cette dernière convention; des dispositions transitoires au sujet des droits acquis pourront être adoptées d'un commun accord par les deux gouvernements.

10. L'inscription de la dénomination «Vacherin Mont d'Or» à l'annexe B au traité n'exclut pas l'utilisation en France des dénominations «Vacherin» ou «Mont d'Or» pour des fromages fabriqués en France.
11. L'inscription de la dénomination «Clevner» à l'annexe B au traité n'exclut pas qu'elle soit utilisée en France pour la désignation d'un vin issu d'un cépage de ce nom, accompagné d'une dénomination géographique.
12. Chacun des Etats contractants a la faculté de demander à l'autre Etat de ne permettre l'importation de produits ou marchandises couverts par l'une des dénominations figurant aux annexes A et B au présent traité que si ces produits ou marchandises sont accompagnés d'un document justifiant qu'ils ont droit à ladite dénomination. En pareil cas, les produits ou marchandises non accompagnés de ce document sont refoulés à l'importation. L'Etat contractant qui formule la demande visée à l'alinéa 1 ci-dessus notifie à l'autre Etat contractant les autorités qui ont qualité pour délivrer le document. Un spécimen de ce document doit accompagner cette notification. L'Etat qui est saisi d'une telle demande a la faculté de requérir la convocation de la Commission mixte en vue de l'examen de cette demande.
13. En ce qui concerne les vins, vins de liqueur et eaux-de-vie à appellations d'origine françaises, leur importation en Suisse est subordonnée à la présentation d'acquits à caution délivrés par l'Administration française, attestant du droit à l'appellation d'origine.

Fait à Berne, le 14 mai 1974, en deux exemplaires originaux rédigés en langue française.

Pour la
Confédération suisse:
Graber

Pour la
République Française:
Dufournier

I. Vins et spiritueux

A. Vins et eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée

a) Vins

Région d'Alsace

Vin d'Alsace ou Alsace	Eichhoffen
Vin d'Alsace ou Alsace accompagné d'un nom géographique ou d'un nom de cépage	Epfig Ergersheim Furdenheim Gertwiller Goxwiller Gresswiller Gueberschwahr Guebwiller Hattstatt Heiligenstein Hunawahr Hurtigheim Husseren-les-Châteaux Ingersheim Irmstett Itterswiller Katzenthal Kaysersberg Kintzheim Kintzheim Kirchheim Marlenheim Mittelbergheim Mittelwahr Molsheim Mutzig Niedermorschwihr Nordheim Nothalten Obermorschwihr Obernai Orschwahr Orschwiller
Communes viticoles ayant droit à l'appellation «Vin d'Alsace»:	
Ammerschwahr	
Andlau	
Avolsheim	
Balbronn	
Barr	
Beblenheim	
Bennwahr	
Bergbieten	
Bergheim	
Bergholtz	
Bergholtz-Zell	
Bernardswiller	
Bernardville	
Bischoffsheim	
Blienschwiller	
Boersch	
Bourgheim	
Cernay	
Catenois	
Cleebourg	
Colmar	
Dahlenheim	
Dambach-la-Ville	
Dangolsheim	
Dieffenthal	
Dorlisheim	
Eguisheim	

Ottrott
 Pfaffenheim
 Reichsfeld
 Ribeauvillé
 Riquewihr
 Rodern
 Rohrschwihr
 Rosenwiller
 Rosheim
 Rott
 Rouffach
 Saint-Hippolyte
 Saint-Pierre
 Scharrachbergheim
 Scherwiller
 Sigolsheim
 Soultz

Soultz-les-Bains
 Soultzmatt
 Steinseltz
 Thann
 Traenheim
 Turckheim
 Voegtlingshoffen
 Walbach
 Wangen
 Westhalten
 Westhoffen
 Wihr-au-Val
 Wintzenheim
 Wolxheim
 Wuenheim
 Zellenberg
 Zimmerbach

Région de Bordeaux

Barsac
 Blayais
 Blaye
 Bordeaux
 Bordeaux clair et
 Bordeaux Côtes de Castillon
 Bordeaux Côtes de Francs
 Bordeaux Haut-Benauges
 Bordeaux rosé
 Bordeaux supérieur
 Bourg
 Bourgeois
 Cérons
 Côtes de Blaye
 Côtes de Bordeaux Saint-Macaire
 Côtes de Bourg
 Côtes Canon-Fronsac ou
 Canon Fronsac
 Côtes de Fronsac
 Entre-Deux-Mers
 Entre-Deux-Mers Haut-Benauges
 Graves
 Graves supérieures
 Graves de Vayres
 Haut-Médoc

Lalande de Pomerol
 Listrac
 Loupiac
 Lussac-Saint-Emilion
 Margaux
 Médoc
 Montagne-Saint-Emilion
 Moulis
 Moulis-en-Médoc
 Néac
 Parsac-Saint-Emilion
 Pauillac
 Pomerol
 Premières Côtes de Blaye
 Premières Côtes de Bordeaux
 Premières Côtes de Bordeaux
 suivie d'un nom de commune
 Premières Côtes de Bordeaux
 Cadillac
 Premières Côtes de Bordeaux
 Gabarnac
 Puisseguin-Saint-Emilion
 Sables-Saint-Emilion
 Sainte-Croix-du-Mont
 Saint-Emilion

Saint-Emilion Premier Grand Cru
Classé
Saint-Emilion Grand Cru Classé
Saint-Emilion Grand Cru
Saint-Estèphe

Sainte-Foy-Bordeaux
Saint-Georges Saint-Emilion
Saint-Julien
Sauternes

Région de Bourgogne, Mâconnais, Beaujolais

Aloxe-Corton
Auxey-Duresses
Bâtard-Montrachet
Beaujolais
Beaujolais Villages
Beaujolais suivie de l'un des noms
de communes indiquées ci-après :

Arbuissonnas
Beaujeu
Blacé
Cercié
Chânes
La Chapelle-de-Guinchay
Charentay
Chenas
Chiroubles
Denicé
Durette
Emeringes
Fleurie
Juliéas
Juilé
Lancié
Lantigné
Le Perréon
Les Ardillats
Leynes
Marchamp
Montmelas
Odenas
Pruzilly
Quincié
Régnié
Rivolet
Romanèche
Saint-Amour-Bellevue

Saint-Etienne-des Oullières
Saint-Etienne-la-Varenne
Saint-Julien
Saint-Lager
Saint-Symphorien-d'Annelles
Salles
Vaux
Vauxrenard
Villié-Morgon
Beaujolais supérieur
Beaune
Bienvenues-Bâtard-Montrachet
Blagny
Bonnes-Mares
Bourgogne
Bourgogne Aligoté
Bourgogne claret ou Bourgogne rosé
Bourgogne claret ou Bourgogne rosé
Marsannay ou Marsannay la Côte
Bourgogne Marsannay ou Bourgogne
Marsannay la Côte (rouges)
Bourgogne grand ordinaire
Bourgogne Hautes Côtes de Beaune,
Bourgogne claret ou rosé
Hautes Côtes de Beaune
Bourgogne Hautes Côtes de Nuits,
Bourgogne claret ou rosé Hautes
Côtes de Nuits
Bourgogne ordinaire
Bourgogne passe-tout-grain
Brouilly
Chablis
Chablis grand cru
Chablis premier cru
Chambertin
Chambertin-Clos-de-Bèze
Chambolle-Musigny

Chapelle-Chambertin
 Charlemagne
 Charmes-Chambertin
 Chassagne-Montrachet
 Cheilly-lès-Maranges
 Chenas
 Chevalier-Montrachet
 Chiroubles
 Chorey-lès-Beaune
 Clos de la Roche
 Clos de Tart
 Clos de Vougeot
 Clos Saint-Denis
 Corton
 Corton Charlemagne
 Côte de Beaune
 Côte de Beaune-Villages
 Côte de Beaune précédée de l'un
 des noms de communes indiquées
 ci-après :

Auxey-Duresses
 Blagny
 Chassagne-Montrachet
 Cheilly-lès-Maranges
 Chorey-les-Beaune
 Dezize-les-Maranges
 Ladoix
 Meursault
 Monthélie
 Pernand-Vergelesses
 Puligny-Montrachet
 Saint-Aubin
 Sampigny-lès-Maranges
 Santenay
 Savigny-lès-Beaune
 Côte de Brouilly
 Côte-de-Nuits-Villages
 Criots-Bâtard-Montrachet
 Dezize-lès-Maranges
 Echezeaux
 Fixin
 Flcuric
 Gevrey-Chambertin
 Givry

Grands-Echezeaux
 Griotte-Chambertin
 Juliéas
 Ladoix
 Latricières-Chambertin
 Mâcon
 Mâcon Villages
 Mâcon suivie de l'un des noms de
 communes indiquées ci-après :

Azé
 Berzé-la-Ville
 Berzé-le-Châtel
 Bissy-la-Mâconnaise
 Burgy
 Bussières
 Chaintres
 Chânes
 La Chapelle-de-Guinchay
 Chardonnay
 Charnay-lès-Mâcon
 Chasselas
 Chevagny-les-Chevrières
 Clessé
 Crêches-sur-Saône
 Cruzilles
 Davayé
 Fuissé
 Gréville
 Hurigny
 Igé
 Leynes
 Loché
 Lugny
 Milly-Lamartine
 Montbellet
 Péronne
 Pierre-Clos
 Prissé
 Pruzilly
 La Roche-Vineuse
 Romanèche-Thorins
 Saint-Amour-Bellevue
 Saint-Gengoux-de-Scissé
 Saint-Symphorien-d'Ancelles

Sologny
 Solutré-Pouilly
 Uchizy
 Vergisson
 Verzé
 Vinzelles
 Viré
 Mazis-Chambertin
 Mazoyères-Chambertin
 Mercurey
 Meursault
 Montagny
 Monthélie
 Montrachet
 Morey-Saint-Denis
 Morgon
 Moulin-à-Vent
 Musigny
 Nuits
 Nuits-Saint-Georges
 Pernand-Vergelesses
 Petit-Chablis
 Pinot-Chardonnay-Mâcon

Pommard
 Pouilly-Fuissé
 Pouilly-Loché
 Pouilly-Vinzelles
 Puligny-Montrachet
 Richebourg
 Romanée (la)
 Romanée-Conti
 Romanée-Saint-Vivant
 Ruchottes-Chambertin
 Rully
 Saint-Amour
 Saint-Aubin
 Saint-Romain
 Saint-Véran
 Sampigny-lès-Maranges
 Santenay
 Savigny-lès-Beaune
 La Tache
 Vins Fins de la Côte de Nuits
 Volnay
 Vosne-Romanée
 Vougeot

Région de Champagne

Champagne

Rosé des Riceys

Région du Jura, des Côtes du Rhône et du Sud-Est

Arbois
 Arbois Pupillin
 Bandol
 Bellet
 Cassis
 Château-Chalon
 Château-Grilley
 Châteauneuf-du-Pape
 Clairette de Bellegarde
 Clairette de Die
 Clairette du Languedoc
 Condrieu
 Cornas
 Coteaux d'Ajaccio
 Côtes du Jura

Côtes du Rhône
 Côtes du Rhône Villages
 Côtes du Rhône suivie de l'un des
 noms de communes indiquées
 ci-après :

Cairanne
 Chusclan
 Laudun
 Rasteau
 Roaix
 Rochebude
 Rousset-les-Vignes
 Saint-Maurice-sur-Eygues
 Saint-Pantaléon-les-Vignes

Séguret
 Vacqueyras
 Valréas
 Vinsobres
 Visan
 Côte Rôtie
 Crépy
 Crozes-Hermitage
 Gigondas

Hermitage
 L'Etoile
 Lirac
 Palette
 Patrimonio
 Saint-Joseph
 Saint-Péray
 Seyssel
 Tavel

Région de la Vallée et des Coteaux de la Loire

Anjou
 Anjou pétillant
 Rosé d'Anjou
 Rosé d'Anjou pétillant
 Cabernet d'Anjou
 Anjou Coteaux de la Loire
 Blanc fumé de Pouilly
 Bonnezeaux
 Bourgueil
 Chinon
 Coteaux de l'Aubance
 Coteaux du Layon
 Coteaux du Layon suivie de l'un
 des noms de communes indiquées
 ci-après :

Beaulieu-sur-Layon
 Chaume
 Faye-d'Anjou
 Rablay-sur-Layon
 Rochefort
 Saint-Aubin-de-Luigné
 Saint-Lambert-du-Lattay
 Coteaux du Loir
 Coteaux de Saumur
 Jasnières
 Menetou-Salon

Montlouis
 Montlouis pétillant
 Muscadet
 Muscadet des Coteaux de la Loire
 Muscadet de Sèvre-et-Maine
 Pouilly-Fumé
 Pouilly-sur-Loire
 Quarts de Chaumes
 Quincy
 Reuilly
 Sancerre
 Saint-Nicolas-de-Bourgueil
 Savennières
 Saumur
 Saumur Champigny
 Saumur pétillant
 Cabernet de Saumur
 Touraine
 Touraine pétillant
 Touraine suivie de l'un des noms de
 communes indiquées ci-après :

Amboise
 Azay-le-Rideau
 Mesland
 Vouvray
 Vouvray pétillant

Région du Sud-Ouest

Bergerac
 Bergerac sec

Bergerac rosé
 Blanquette de Limoux

Cahors	Irouléguay
Côtes de Bergerac	Jurançon
Côtes de Bergerac moelleux	Limoux nature
Côtes de Bergerac Côtes de Saussignac	Madiran
Côtes de Duras	Monbazillac
Côtes de Montravel	Montravel
Fitou	Pacherenc du Vic Bilh
Gaillac	Pécharmant
Gaillac Premières Côtes	Rosette
Haut-Montravel	Vin de Blanquette

Vins doux naturels et vins de liqueur

Banyuls	Muscat de Lunel
Banyuls Grand Cru	Muscat de Mireval
Côtes d'Agly	Muscat de Rivesaltes
Côtes de Haut-Roussillon	Muscat de Saint-Jean-de-Minervois
Frontignan	Pineau des Charentes
Grand Roussillon	Pineau Charentais
Maury	Rasteau
Muscat de Beaumes de Venise	Rivesaltes
Muscat de Frontignan	

b) Eaux-de-vie de vin

Région d'Armagnac

Armagnac	Haut-Armagnac
Bas-Armagnac	Ténarèze

Région de Cognac

Cognac	Fine Champagne
Bons Bois	Fins Bois
Borderies	Grande Champagne
Eau-de-vie des Charentes	Grande Fine Champagne
Eau-de-vie de Cognac	Petite Champagne
Esprit de Cognac	

c) Autres eaux-de-vie

Calvados du Pays d'Auge

B. Eaux-de-vie à appellation d'origine réglementée

Calvados	Eau-de-vie de marc des Côtes-du-Rhône
Calvados de l'Avranchin	Eau-de-vie de marc originaire de Franche-Comté
Calvados du Calvados	Eau-de-vie de marc originaire du Languedoc
Calvados du Cotentin	Eau-de-vie de marc originaire de Provence
Calvados du Domfrontais	Eau-de-vie de marc originaire de Savoie
Calvados du Mortanais	Eau-de-vie de vin originaire d'Aquitaine
Calvados du Pays de Bray	Eau-de-vie de vin de Bourgogne
Calvados du Pays du Merlerault	Eau-de-vie de vin originaire de Bugey
Calvados du Pays de la Risle	Eau-de-vie de vin originaire du Centre-Est
Calvados du Perche	Eau-de-vie de vin originaire des Coteaux de la Loire
Calvados de la Vallée de l'Orne	Eau-de-vie de vin des Côtes du Rhône
Eau-de-vie de cidre de Bretagne	Eau-de-vie de vin de Faugères
Eau-de-vie de poiré de Bretagne	Eau-de-vie de vin originaire de Franche-Comté
Eau-de-vie de cidre du Maine	Eau-de-vie de vin originaire du Languedoc
Eau-de-vie de poiré du Maine	Eau-de-vie de vin de la Marne
Eau-de-vie de cidre de Normandie	Eau-de-vie de vin originaire de Provence
Eau-de-vie de poiré de Normandie	Mirabelle de Lorraine
Marc d'Alsace suivie de la dénomination Gewurztraminer	
Eau-de-vie de marc originaire d'Aquitaine	
Eau-de-vie de marc d'Auvergne	
Eau-de-vie de marc de Bourgogne ou marc de Bourgogne	
Eau-de-vie de marc originaire du Bugey	
Eau-de-vie de marc originaire du Centre-Est	
Eau-de-vie de marc de Champagne ou marc de Champagne	
Eau-de-vie de marc originaire des Coteaux de la Loire	

C. Vins délimités de qualité supérieure (V.D.Q.S.)

Centre-Ouest

Châteaumeillant	Coteaux du Tricastin
Coteaux d'Ancenis	Coteaux du Vendômois
Coteaux du Giennois ou Côtes de Gien	Côtes d'Auvergne
	Gros Plant du Pays Nantais

Mont-près-Chambord-Cour-
Cheverny
Saint-Pourçain-sur-Sioule
Valençay
Vin d'Auvergne
Vin d'Entraygues et du Fel

Vins du Haut Poitou
Vin d'Estaing
Vin de Marcillac
Vin de l'Orléanais
Vin du Thouarsais

Lorraine

Côtes de Toul

Vin de Moselle (non «Mosel-Wein»)

Lyonnais

Côtes du Forez
Vin de Renaison Côte Roannaise

Vin du Lyonnais

Midi

Cabrières
Coteaux du Languedoc
Coteaux de la Méjanelle
Coteaux de Saint-Christol
Coteaux de Vérargues
Côtes du Vivarais
La Clape
Corbières
Corbières du Roussillon
Corbières Supérieures
Corbières Supérieures du Roussillon
Costières du Gard
Faugères

Minervois
Montpeyroux
Picpoul de Pinet
Pic-Saint-Loup
Quatourze
Roussillon Dels Aspres
Saint-Chinian
Saint-Drezery
Saint-Georges-d'Orques
Saint-Saturnin
Sartène
Vin du Sartenais

Savoie-Dauphiné

Vin du Bugey
Roussette du Bugey
Vin de Savoie

Vin de Savoie Roussette
Roussette de Savoie

Sud-Est

Coteaux de Pierrevert

Côtes de Provence

Sud-Ouest

Côtes de Buzet
Côtes du Marmandais
Fronton Côtes de Fronton
Tursan

Villaudric
Vin de Béarn ou Rosé de Béarn ou
Rousslet de Béarn
Vin de Lavilledieu

Vallée du Rhône

Coteaux d'Aix-en-Provence	Coteaux du Lubéron
Coteaux d'Aix-en-Provence	Côtes du Ventoux
Coteaux des Baux-en-Provence	Haut-Comtat
Coteaux des Baux-en-Provence	Vin de Châtillon-en-Diois

D. Autres appellations d'origine

Vin nature de la Champagne	Sonnenglanz
Kaefferkopf	

E. Liqueurs

Cassis de Dijon

F. Spiritueux

Vermouth de Chambéry

G. Rhums

Rhum des Antilles	Rhum de la Martinique
Rhum Bourbon	Rhum de la Nouvelle Calédonie
Rhum de la Guadeloupe	Rhum de la Réunion
Rhum de la Guyane française	Rhum de Tahiti

II. Autres produits agricoles

Fromages

Beaufort	Fromage bleu du Haut-Jura
Bleu des Causses	Gex-Septmoncel
Cantal	Laguirole-Aubrac ou Laguirole
Chaource	Maroilles
Comté ou Gruyère de Comté	Neufchâtel
Gruyère (mais non le Gruyère	Roquefort
d'origine suisse ou Gruyère avec	Saint-Nectaire
indications du pays de fabrication	Salers Haute-Montagne
en caractères de mêmes types,	
dimensions et couleurs)	

Fruits

Chasselas de Moissac
Noix de Grenoble

Olives de Nyons

Légumes

Carottes de Créances

Lentilles vertes du Puy

Produits divers

Foin de Crau
Miel de Lorraine

Miel des Vosges, montagne ou plaine
Huiles de Nyons

Volailles

Poulet du Bourbonnais
Volaille de Bresse

Pintadeaux de la Drôme

III. Eaux-minérales

Le Boulou
Châteauneuf-les-Bains
Contrexeville
Evian-les-Bains
Saint-Galmier

Saint-Yorre
Vals
Vichy
Vittel

IV. Produits industriels

Dentelle du Puy
Emaux de Limoges

Mouchoirs et toile de Cholet
Poterie de Vallauris

I. Vins

A. Suisse romande

Indication de provenance régionale:

Oeil de Perdrix

1. Canton du Valais

Indications de provenance régionales:

Amigne	Humagne
Dôle	Johannisberg
Fendant	Rouge d'enfer (Höllenstein)
Goron	Vin des payens (Heidenwein)
Hermitage (ou Ermitage)	Vin du Glacier

Noms de communes, de crus et de clos:

Ardon	Montagnon
Ayent	Montana
Bramois (Brämis)	Muraz
Branson	Raron (Rarogne)
Chamoson	Riddes
Charrat	Saillon
Chermignon	Saint-Léonard
Clavoz	Saint-Pierre de Clages
Conthey	Salquenen (Salgesch)
Coquimpex	Savièse
Fully	Saxon
Granges	Sierre (Siders)
Grimisuat	Sion (Sitten)
Leuk (Loèche)	Uvrier
Leytron	Varen (Varone)
Magnot	Vétroz
Martigny (Martinach)	Visp (Viège)
Miège	Visperterminen
Molignon	

2. Canton de Vaud

Noms de régions:

Bonvillars	Lavaux
Chablais	Vully
La Côte	

Indications de provenance régionales:

Dorin	Salvagnin
-------	-----------

Noms de communes, de crus et de clos:

Bonvillars

Arnex	Grandson
Bonvillars	Onnens
Concise	Orbe
Corcelles	

Chablais

Aigle	Villeneuve
Bex	Yvorne
Ollon	

La Côte

Aubonne	Luins
Begnins	Mont-sur-Rolle
Bougy-Villars	Morges
Bursinel	Nyon
Bursins	Perroy
Château de Luins	Rolle
Coinsins	Tartegnin
Féchy	Vinzel
Founex	Vufflens-le-Château
Gilly	

Lavaux

Blonay	Cure d'Attalens
Burignon	Dézaley
Calamin	Epesses
Chardonne	Faverges
Châtelard	Grandvaux
Chexbres	Lutry
Corseaux	Montagny
Corsier	Montreux
Cully	Paudex

Pully
 Riex
 Rivaz
 Saint-Légier
 Saint-Saphorin

Savuit
 Treytorrens
 Vevey
 Villette

Vully

Vallamand

3. Canton de Genève

Indication de provenance régionale:

Perlan

Nom de région:

Mandement

Noms de communes, de crus et de clos:

Bernex
 Bourdigny
 Dardagny
 Essertines
 Jussy

Lully
 Meinier
 Peissy
 Russin
 Satigny

4. Canton de Neuchâtel

Noms de communes, de crus et de clos:

Auvernier
 Bevaix
 Boudry
 Champréveyres
 Colombier
 Corcelles
 Cormondrèche
 Cornaux

Cortaillod
 Cressier
 Hauterive
 La Coudre
 Le Landeron
 Saint-Aubin
 Saint-Blaise

5. Canton de Fribourg

Nom de région:

Vully

Noms de communes, de crus et de clos:

Cheyres
 Môtier
 Mur

Nant
 Praz
 Sugiez

6. Canton de Berne

Nom de région:

Lac de Biemme (Bielersee)

Noms de communes, de crus et de clos:

Alfermée	Schernelz (Cergnaux)
Chavannes (Schafis)	Ile de Saint-Pierre (St. Petersinsel)
Erlach (Cerlier)	Spiez
La Neuveville (Neuenstadt)	Tüscherz (Daucher)
Ligerz (Gléresse)	Twann (Douanne)
Oberhofen	Vingelz (Vigneule)

B. Suisse orientale

Indication de provenance régionale:

Clevner

1. Canton de Zurich

Noms de régions:

Zürichsee	Weinland/Kanton Zürich (pas «Weinland» sans adjonction)
Limmattal	
Zürcher Unterland	

Indications de provenance régionales:

Weinlandwein	Zürichseewein
--------------	---------------

Noms de communes, de crus et de clos:

Zürichsee

Appenhalde	Mariahalde
Erlenbach	Meilen
Feldbach	Schipfsgut
Herrliberg	Stäfa
Hombrechtikon	Sternenhalde
Küsnacht	Turmgut
Lattenberg	Uetikon am See
Männedorf	Wädenswil

Limmattal

Weiningen

Zürcher Unterland

Bachenbülach	Oberembrach
Boppelsen	Otelfingen
Buchs	Rafz
Bülach	Regensberg
Dättlikon	Schloss Teufen
Dielsdorf	Steig-Wartberg
Eglisau	Wasterkingen
Freienstein	Wil
Heiligberg	Winkel
Hüntwangen	

Weinland/Kanton Zürich

(et non «Weinland» sans adjonction)

Andelfingen	Rickenbach
Benken	Rudolfingen
Berg am Irchel	Schiterberg
Dachsen	Schloss Goldenberg
Dinhard	Stammheim
Dorf	Trüllikon
Flaach	Trüllisberg
Flurlingen	Truttikon
Henggart	Uhwiesen
Hettlingen	Volken
Humlikon	Wiesendangen
Neftenbach	Winterthur-Wülflingen
Ossingen	Worrenberg
Rheinau	

2. Canton de Schaffhouse

Noms de communes, de crus et de clos:

Beringen	Hallau
Blaurock	Heerenberg
Buchberg	Löhningen
Chäferstei	Munot
Dörflingen	Oberhallau
Eisenhalde	Osterfingen
Gächlingen	Rheinhalde

Rüdlingen
Siblingen
Stein am Rhein

Thayngen
Trasadingen
Wilchingen

3. Canton de Thurgovie

Noms de communes, de crus et de clos:

Amlikon
Arenenberg
Bachtobel
Burghof
Ermatingen
Götighofen
Herdern
Hüttwilen
Iselisberg
Kalchrain
Karthause

Karthause Ittingen
Neunforn
Nussbaumen
Ottenberg
Ottoberger
Schlattingen
Sonnenberg
Untersee
Warth
Weinfeldern

4. Canton de Saint-Gall

Noms de communes, de crus et de clos:

Altstätten
Au
Balgach
Berneck
Buchberg
Eichberg
Forst
Freudenberg
Marbach
Mels
Monstein
Pfäfers

Pfauenhalde
Ragaz
Rapperswil
Rebstein
Rosenberg
Sargans
Thal
Walenstadt
Wartau
Werdenberg
Wil

5. Canton des Grisons

Noms de communes, de crus et de clos:

Chur
Costams
Fläsch
Igls
Jenins

Maienfeld
Malans
St. Luzisteig
Trimmis
Zizers

6. Canton d'Argovie

Noms de communes, de crus et de clos:

Auenstein	Mandach
Birmenstorf	Remigen
Bödeler	Rüfenach
Bözen	Rütiberg
Brestenberg	Schinznach
Döttingen	Oberflachs
Effingen	Schlossberg
Elfingen	Seengen
Ennetbaden	Steinbruck
Goldwand	Stiftshalde
Herrenberg	Tegerfelden
Hornussen	Villigen
Hottwil	Wessenberg
Klingnau	Wettingen
Küttigen	Zeiningen

C. Autres cantons suisses

1. Canton de Bâle-Campagne

Noms de communes, de crus et de clos:

Aesch	Maisprach
Arlesheim	Muttentz
Benken	Pratteln
Biel	Tschäpperli
Buus	Wintersingen
Klus	

2. Canton de Lucerne

Nom de commune:

Heidegg

3. Canton de Schwyz

Nom de commune:

Leutschen

4. Canton du Tessin

Indications de provenance régionales:

Bondola

Nostrano

II. Alimentation et agriculture

Articles de boulangerie, de pâtisserie et de confiserie

«Grüessli» d'Aegeri (Aegeri Grüessli)	Pain de paysan d'Hegnau (Hegnauer Bauernbrot)
«Räben» de Baar (Baarer Räben)	Gaufrettes du Jura (Jura Waffeln)
«Kräbeli» de Baden (Badener Kräbeli)	Languettes du Jura (Jura Züngli)
Bricellets de l'Emmental (Emmentaler Bretzeli)	Biscuits du Léman
Gâteau aux noix de l'Engadine (Engadiner Nusstorte)	Gaufrettes et biscuits du Toggenburg
Délices fourrées de Gottlieben (Gottlieber Hüppen)	Anneaux de Willisau (Willisauer Ringli)
	Biscuits de Winterthour (Winterthurer Kekse)

Bière

Bière de Baar	Bière de Schwanden
Bière de Bellinzone	Bière de Uster
Bière de Coire	«Märzen» de Uetliberg
Bière de l'Engadine	Uto
Bière de Frauenfeld	Bière de Wädenswil
Bière de Hochdorf	Bière de Weinfelden
Bière d'Orbe	

Comestibles

Escargots d'Areuse

Poissons

Féras de Hallwil (Hallwiler Balchen)	Féras de Sempach (Sempacher Balchen)
---	---

Viandes

Saucisses d'Ajoie	«Schübli», saucisson-jambon d'Hallau
«Schübli» de Bassersdorf	
Saucisse de l'Emmental	Charcuterie Payernoise

Produits d'horticulture

Oignon de semence d'Oensingen

Conserves

Conserves de Bischofszell	Conserves de Sargans
Conserves de Rorschach	Conserves de Wallisellen

Produits laitiers et fromagers

Bagnes	Vacherin Mont d'Or
«Mutschli» de Brienz	Fromage de Piora
(Brienzer Mutschli)	Fromage de Saanen
Fromage de Conches (Gömser Käse)	Sbrinz
Fromage d'Emmental (mais non	Tête de Moine (Bellelay Käse)
Emmental avec indication du pays	Fromage de l'Urserntal
de fabrication, en caractères de	(Ursernkäse)
mêmes types, dimensions et	
couleurs)	
Gruyère (Greyerzerkäse) (mais non	
le Gruyère d'origine française ou	
Gruyère avec indication du pays	
de fabrication, en caractères de	
mêmes types, dimensions et	
couleurs)	

Eaux minérales

Adelboden	Passugg
Aproz	Rhâzüns
Eglisau	Romanel
Elm	Sassal
Eptingen	Sissach
Henniez	Unterrechstein
Knutwil	Vals
Lostorf	Walzenhausen
Meltingen	Weissenburg
Nendaz	Zurzach

Spiritueux

Marc d'Auvernier	Gentiane du Jura
Kirsch de la Béroche	Kirsch du Rigi
«Röteli» de Coire (Churer Röteli)	Schwarzbuben Kirsch
Bérudges de Cornaux	Eau-de-vie de prunes du Seeland
Marc de Cressier	Kirsch de Spiez
Marc de Dôle	Eau-de-vie d'herbes de la Suisse
Eau-de-vie de prunes du Fricktal	centrale (Innerschwyzer
Kirsch du Fricktal	Kräuterbranntwein)
Eau-de-vie d'herbes du Gotthard	Kirsch de la Suisse centrale
(Gotthard-Kräuterbranntwein)	(Urschwyzer Kirsch)

Tabac

Brissago

III. Produits industriels

Verrerie et porcelaine

Verre de Bülach	Verre de Saint-Prex
Porcelaine de Langenthal	Cristal de Sarnen

Produits des arts industriels

Pendulettes de Brienz	Masques du Lötschental
Sculptures sur bois de Brienz	Meubles de Saas

Machines, quincaillerie

Tuyaux de Choindez	Machines, produits en métal léger
Profilé spécial de Gerlafingen	de Menziken
Robinetterie de Klus	Articles de canalisation de Rondez

Articles de papier

Papier de Cham	Papier de Landquart
----------------	---------------------

Jeux, jouets et instruments de musique

Boîtes à musique de Sainte-Croix

Poterie, pierres, terres

Granite de Andeer	Serpentine de Poschiavo
Granite de Calanca	Quartzite de San Bernardino
Quartzite de Calanca	Quartzite de Soglio
Calcaire de Lägern	Gravier de Weiach

Produits textiles

Fil d'Aegeri (Aegeri Garne)	Tissage à la main de Saas
Tissage de Hasli (Hasliweberei)	(Saaser Handgewebe)
Fil de la Lorze (Lorze-Garne)	Etoffe de Truns (Trunser Stoffe)

Le Chef du Département
politique fédéral

Berne, le 14 mai 1974

Son Excellence
Monsieur Bernard Dufournier
Ambassadeur de France en Suisse

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant au Traité entre la Confédération suisse et la République Française sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques, signé ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer, au nom du Conseil fédéral suisse, que, en vertu de l'article 3, alinéa 3, la protection absolue conférée par le premier alinéa du même article aux noms des cantons suisses – pris substantivement ou adjectivement –, lorsque les alinéas 2 à 4 n'en disposent pas autrement, ne fera pas obstacle à la poursuite de l'utilisation en France du terme «vaudois» pour désigner des fromages fabriqués dans le pays traditionnellement appelé «vaudois champenois», à la condition que le terme «vaudois» soit accompagné du nom de la région de production figurant en caractères apparents, de manière que tout risque de tromperie du public soit exclu.

Si la teneur de cette déclaration recueille l'agrément du gouvernement de la République Française, je suggère que la présente lettre et la réponse de Votre Excellence constituent une convention entre les deux Etats contractants qui entrera en vigueur à la même date que le traité susvisé.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Graber

L'Ambassadeur de France
en Suisse

Berne, le 14 mai 1974

Monsieur Pierre Graber
Conseiller fédéral
Chef du Département Politique Fédéral

Monsieur le Conseiller fédéral,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de votre lettre de ce jour dont le texte se lit comme suit :

« Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant au Traité entre la Confédération suisse et la République Française sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques, signé ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer, au nom du Conseil fédéral suisse, que, en vertu de l'article 3, alinéa 3, la protection absolue conférée par le premier alinéa du même article aux noms des cantons suisses – pris substantivement ou adjectivement –, lorsque les alinéas 2 à 4 n'en disposent pas autrement, ne fera pas obstacle à la poursuite de l'utilisation en France du terme « vaudois » pour désigner des fromages fabriqués dans le pays traditionnellement appelé « vaudois champenois », à la condition que le terme « vaudois » soit accompagné du nom de la région de production figurant en caractères apparents, de manière que tout risque de tromperie du public soit exclu.

Si la teneur de cette déclaration recueille l'agrément du gouvernement de la République Française, je suggère que la présente lettre et la réponse de Votre Excellence constituent une convention entre les deux Etats contractants qui entrera en vigueur à la même date que le traité susvisé. »

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la teneur de la déclaration faite au nom du Conseil fédéral suisse recueille l'agrément du gouvernement de la République Française. Ce dernier est en outre d'accord pour que votre lettre et la présente réponse constituent une convention entre les deux Etats contractants qui entrera en vigueur à la même date que le traité auquel elles font référence.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma très haute considération.

Dufournier

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant trois traités sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques (Du 16 octobre 1974)

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	2
Volume	
Volume	
Heft	47
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	12142
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	25.11.1974
Date	
Data	
Seite	1178-1292
Page	
Pagina	
Ref. No	10 101 003

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.